

Als de verzoeker verklaart niet in staat te zijn te schrijven, kan het bezwaar mondeling worden ingediend bij de gemeentesecretaris of bij zijn gevolmachtigde.

Het college van burgemeester en schepenen doet over elk bezwaar uitspraak binnen een termijn van vier dagen, te rekenen vanaf de indiening van het bezwaar, en in elk geval vóór 7 oktober 2012.

Brussel, 21 september 2012.

De Vlaamse minister van Bestuurszaken, Binnenlands Bestuur, Inburgering,
Toerisme en Vlaamse Rand,
G. BOURGEOIS

VLAAMSE OVERHEID

Mobiliteit en Openbare Werken

[2012/205142]

Standaardbestek voor Kunstwerken en Waterbouw (SB 260) — Versie 1.0

Het Standaardbestek voor Kunstwerken en Waterbouw (SB 260) is de volledige herwerking en actualisatie van het Standaardbestek 230 voor de Waterbouw, waarin ook de Bestekteksten voor Kunstwerken mee opgenomen werden.

Het SB 260 treedt in werking voor overheidsopdrachten die vanaf 1 oktober 2012 worden bekendgemaakt of waarvoor een uitnodiging wordt verstuurd om zich kandidaat te stellen of een offerte in te dienen.

Het volledige SB 260 is vanaf eind september 2012 in boekvorm (+CD-rom) verkrijgbaar tegen de prijs van € 100.

Alle aanvragen worden gericht aan de afdeling Expertise Beton en Staal via het e-mailadres expertise.betonenstaal@vlaanderen.be.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2012/205341]

6 SEPTEMBRE 2012. — Circulaire relative à la validation et à l'installation des conseillers communaux et du collège communal

A Messieurs les Gouverneurs,
A Mesdames et Messieurs les membres des collèges provinciaux,
A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins,
Mesdames, Messieurs,

A l'issue des élections communales du 14 octobre 2012, les conseils communaux seront intégralement renouvelés. En application de l'article L1122-3, alinéa 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le conseil communal est installé le premier lundi de décembre qui suit les élections, c'est-à-dire le 3 décembre 2012.

Comme le prévoit l'article L1121-2 du Code de la démocratie et de la décentralisation, les membres du conseil communal sortant restent en fonction jusqu'à ce que les pouvoirs de leurs successeurs soient vérifiés et que leur installation ait eu lieu. Toujours en application de cette disposition, il en va de même pour les membres du collège communal sortants.

Le renouvellement des conseils communaux entraîne l'installation du nouveau collège communal.

Il est impérieux que ces procédures d'installation se déroulent dans les meilleures conditions de manière à ce que, chaque fois qu'aucun obstacle ne s'y oppose, les nouvelles instances communales puissent fonctionner au plus tôt.

La présente circulaire a pour objet de rappeler les dispositions en vigueur pour ce qui concerne les procédures susvisées et d'en préciser l'application.

1. VALIDATION DES ELECTIONS PAR LE COLLEGE PROVINCIAL.

1.1 Principe général. La validation des élections incombe au collège provincial, qu'il y ait ou non réclamation d'un candidat.

En cette matière, le collège provincial statue comme juridiction administrative (art. L4146-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).

1.2 Réclamations ordinaires. Toute réclamation doit, à peine de déchéance, être formée dans les dix jours qui suivent la date d'établissement du procès-verbal de l'élection (article L4146-8, § 1^{er}, du code de la démocratie locale et de la décentralisation).

Dans l'hypothèse où le procès-verbal a été dressé le 15 octobre 2012, la date ultime d'introduction d'une réclamation est le 25 octobre 2012. En d'autres termes, la réclamation doit être soit remise au plus tard à cette date au greffier provincial, auquel cas un récépissé sera remis, soit envoyée à ce fonctionnaire, sous pli recommandé, remis à la poste au plus tard à la même date, le cachet de la poste faisant foi.

Le collège provincial se prononce sur une réclamation dans un délai de trente jours de l'introduction de celle-ci (article L4146-12, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation). Le point de départ du délai est le jour qui suit celui de la remise de la réclamation au greffier provincial ou le lendemain de la date de la poste en cas d'envoi par recommandé.

Toujours à titre d'exemple, dans l'hypothèse visée précédemment et dans le cas où une réclamation a été introduite à la date du 25 octobre 2012, la date ultime à laquelle le collège provincial est tenu de se prononcer est le 24 novembre 2012.

Si dans le délai de trente jours prescrit, le collège provincial ne s'est pas prononcé, la réclamation est considérée comme rejetée et l'élection est définitivement validée.

En réalité, une élection déterminée peut faire l'objet de plusieurs réclamations introduites à des dates différentes. Comme le collège provincial ne peut être assuré qu'il n'y aura plus de réclamation qu'à l'expiration du délai de dix jours précité, la validation définitive de l'élection ne pourra intervenir au plus tôt qu'à ce moment. En outre, pour chaque réclamation, le délai de trente jours maximum devra être respecté pour statuer; en d'autres termes, un groupement des réclamations relatives à une élection n'est possible que si le délai de trente jours est respecté pour la première réclamation introduite après l'élection.

Le collège provincial statue comme juridiction administrative quelle que soit la manière dont les élections sont validées, c'est-à-dire qu'il s'agisse des décisions en matière de validation, sur réclamation ou non, ou de la validation d'office acquise par expiration des délais.

A cet égard, il y a lieu de se référer à l'avis du Conseil d'Etat du 15 avril 1964 sur une proposition de loi créant des tribunaux administratifs provinciaux - Doc. parl. Chambre des représentants, session 1963-1964, 652, n° 2, page 6; cette jurisprudence a été confirmée par la loi du 22 mars 1999, qui a inséré l'article 75, § 3, dans la loi électorale communale, devenu l'article L4146-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Il appartient au collège provincial de se prononcer sur la validation des élections dans les délais légaux lui impartis, et il est fortement recommandé de n'utiliser la totalité du délai imparti pour statuer que dans les cas qui le requièrent.

Il importe que je sois systématiquement informé des réclamations qui ont été introduites devant le collège provincial. A l'initiative du Gouverneur de la province, copie de toute réclamation me sera donc communiquée dès réception de celle-ci, de même qu'une copie de toute décision prise par le collège provincial en ce qui concerne la validation d'une élection, qu'il y ait eu réclamation ou non, ainsi que la constatation d'absence de décision.

Les Gouverneurs sont également invités à transmettre lesdites réclamations et décisions par fax au numéro : 081-32 32 65 à l'attention de la Cellule « Elections 2012 ».

1.3 Recours au Conseil d'Etat contre la décision du collège provincial. L'article L4146-15 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation dispose qu'un recours au Conseil d'Etat est ouvert dans les huit jours de la notification aux personnes à qui la décision du collège provincial doit être notifiée, c'est-à-dire en vertu des articles L4146-13 et L4146-14, le conseil communal concerné et les candidats réclamants.

Le recours au Conseil d'Etat n'est pas suspensif, sauf si le recours est dirigé contre une décision du collège provincial qui emporte l'annulation des élections ou une modification de la répartition des sièges.

La procédure devant cette Haute Juridiction est réglée par l'arrêté royal du 15 juillet 1956 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat en cas de recours prévu par l'article 76bis de la loi électorale communale devenu l'article L4146-15 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, modifié par les arrêtés royaux des 16 septembre 1982 et 28 octobre 1994.

Les moyens que le requérant aurait pu faire valoir devant le collège provincial et qu'il invoque pour la première fois devant le Conseil d'Etat sont irrecevables (C.E., 17 février 1959, élections communales de Stokkem, n° 6873).

2. INSTALLATION DES CONSEILLERS COMMUNAUX.

2.1 Convocation pour la séance d'installation. En application de l'article L1122-3, alinéa 3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation, le conseil communal est installé le premier lundi de décembre qui suit les élections, c'est-à-dire le 3 décembre 2012.

L'installation du nouveau conseil communal ne peut toutefois avoir lieu que lorsque celui-ci a reçu, en cas de recours suspensif au Conseil d'Etat, la notification prévue par l'article L4146-15, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le collège communal sortant convoque à cette fin tous les candidats élus, en mentionnant que la séance aura pour objet leur prestation de serment, s'il échet l'adoption d'un pacte de majorité, ainsi que la prestation de serment du bourgmestre et des échevins, si le pacte de majorité est adopté.

Conformément à l'article L1126-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, seront présumés renoncer à leur mandat les élus qui, après avoir reçu deux convocations consécutives à l'effet de prêter serment, s'abstiennent sans motifs légitimes de remplir cette formalité.

Afin d'éviter les contestations, il convient que ces deux convocations écrites mentionnent très clairement l'objet des séances et que la seconde reproduise en outre in extenso le texte de l'article L1126-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Elles seront adressées au domicile de l'élu par envoi recommandé ou remises en mains propres contre accusé de réception au moins sept jours francs avant celui de la réunion, de telle manière que sept jours complets - de 0 à 24 heures - au moins séparent le jour de l'envoi ou de la remise et celui de la réunion (article L1122-13, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation). Si la réunion est bien prévue le lundi 3 décembre 2012, l'invitation à la réunion doit donc être au plus tard envoyée par lettre recommandée le samedi 24 novembre 2012 ou remise en mains propres le dimanche 25 novembre 2012.

En vertu de l'article L1122-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tout candidat élu peut, après validation de son élection, renoncer, avant son installation, au mandat qui lui a été conféré. Ce désistement, pour être valable, doit être notifié par écrit au conseil communal, lequel en prend acte dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par le secrétaire communal à l'intéressé. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification.

Le désistement devient définitif, et ne peut en conséquence plus être retiré, dès que le conseil en a pris acte. Il est alors procédé séance tenante à l'installation d'un suppléant en qualité de membre titulaire, après vérification de ses pouvoirs.

Avant l'adoption par le conseil du pacte de majorité visé à l'article L1123-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le conseil est présidé par le conseiller communal qui, à la fin de la législature précédente, exerçait la fonction de bourgmestre ou, à défaut, une fonction d'échevin, et dont le rang était le plus élevé ou, à défaut, une fonction de conseiller dans l'ordre de leur ancienneté au conseil [1]. En cas de parité d'ancienneté, le plus âgé est choisi parmi les formations politiques qui respectent les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

A défaut, le conseil est présidé par le candidat qui, aux dernières élections, a obtenu le plus de voix de préférence sur la liste ayant obtenu le plus grand chiffre électoral.

2.2 Vérification de l'absence d'incompatibilités.

2.2.1. Les dispositions du code.

Les incompatibilités sont énumérées aux articles L1125-1 à L1125-7 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Pour plus de facilités, un cadastre des incompatibilités formalisé en 4 tableaux peut être consulté sur le portail des pouvoirs locaux (<http://pouvoirslocaux.wallonie.be>).

« Art. L1125-1. Ne peuvent faire partie des conseils communaux ni des collèges communaux :

1° les Gouverneurs de province, le Gouverneur et le Vice-Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et le Gouverneur adjoint de la province du Brabant flamand;

2° les membres du collège provincial et les membres du collège institué par l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

3° les greffiers provinciaux;

4° les commissaires d'arrondissement;

5° (..)

6° toute personne qui est membre du personnel ou qui reçoit un subside ou un traitement de la commune, à l'exception des pompiers volontaires;

7° les employés de l'administration forestière, lorsque leur compétence s'étend à des propriétés boisées soumises au régime forestier et appartenant à la commune dans laquelle ils désirent exercer leurs fonctions;

8° toute personne qui exerce une fonction ou un mandat équivalent à celui de conseiller communal, échevin ou bourgmestre dans une collectivité locale de base d'un autre Etat membre de l'Union européenne. Le Gouvernement dresse une liste non exhaustive des fonctions ou mandats considérés comme équivalents.

9° les membres des cours, tribunaux, parquets et les greffiers de l'Ordre judiciaire;

10° les conseillers du Conseil d'Etat;

11° les secrétaires et receveurs du centre public d'action sociale du ressort de la commune.

Les dispositions de l'alinéa 1^{er}, 1° à 11°, sont également applicables aux ressortissants non belges de l'Union européenne résidant en Belgique pour l'exercice par ceux-ci dans un autre Etat membre de l'Union européenne de fonctions équivalentes à celles qui sont visées dans ces dispositions.

Art. L1125-2. Outre les incompatibilités visées à l'article L1125-1, ne peuvent être membres du collège communal :

1° les ministres des cultes et les délégués laïques;

2° les agents des administrations fiscales, dans les communes faisant partie de leur circonscription ou de leur ressort, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

3° le conjoint ou cohabitant légal du secrétaire ou du receveur communal.

4° les fonctionnaires généraux soumis au régime du mandat au sein des services du Gouvernement fédéral, du Gouvernement d'une Région ou d'une Communauté, et des organismes d'intérêt public qui en dépendent;

5° les titulaires d'une fonction au sein d'un organisme d'intérêt public et qui consiste à en assumer la direction générale.

Pour ce qui concerne le mandat d'échevin, les dispositions de l'alinéa 1^{er} sont également applicables aux ressortissants non belges de l'Union européenne résidant en Belgique pour l'exercice par ceux-ci dans un autre Etat membre de l'Union européenne de fonctions équivalentes à celles qui sont visées dans ces dispositions.

Art. L1125-3. § 1^{er}. Les membres du corps communal visé à l'article L1121-1 du présent Code ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclus, ni être unis par les liens du mariage ou cohabitants légaux.

Ne peuvent faire partie en même temps du conseil communal, ceux dont les conjoints ou les cohabitants légaux sont parents entre eux jusqu'au deuxième degré inclus.

« § 2. Si des parents ou alliés à ce degré, deux conjoints ou deux cohabitants légaux sont élus à la même élection, l'ordre de préférence est réglé par l'ordre d'importance des quotients qui ont déterminé l'attribution à leur liste des sièges dévolus à ces candidats.

Si deux parents ou alliés au degré prohibé, deux conjoints ou deux cohabitants légaux ont été élus, l'un conseiller effectif, l'autre conseiller suppléant, l'interdiction de siéger n'est opposée qu'à ce dernier, à moins que la vacance qui l'appelle à siéger soit antérieure à l'élection de son parent, allié ou conjoint.

Entre suppléants que des vacances appellent à siéger, la priorité se détermine en ordre principal par l'antériorité de la vacance.

L'élu qui, dans des circonstances visées aux alinéas 1^{er} à 3, n'est pas installé conserve le droit d'être admis ultérieurement à prêter serment et est remplacé par le conseiller suppléant classé en ordre utile de la liste sur laquelle il a été élu.

Lorsque l'incompatibilité cesse, celui-ci est classé premier suppléant.

§ 3. L'alliance survenue ultérieurement entre les membres du conseil n'emporte pas révocation de leur mandat. Il n'en est pas de même du mariage ou de la cohabitation légale entre les membres du conseil.

L'alliance est censée dissoute par le décès ou le divorce de la personne du chef de laquelle elle provient.

Art. L1125-4. Il y a incompatibilité entre les fonctions de secrétaire et de receveur, d'une part, et celles de bourgmestre, d'échevin, de membre du conseil communal, d'autre part

Néanmoins, dans les communes de moins de 1 000 habitants, le gouverneur pourra autoriser le cumul desdites fonctions, sauf celles de bourgmestre, qui ne pourront en aucun cas être cumulées dans la même commune avec l'emploi de receveur.

Les autorisations de cumul visées par le présent article sont toujours révocables.

Art. L1125-5. Ne peut être admis à prêter serment, aussi longtemps que subsiste la cause d'incompatibilité, le candidat élu conseiller communal qui exerce des fonctions incompatibles avec le mandat de conseiller, qui participe à une entreprise ou exerce une profession ou métier à raison desquels il reçoit un traitement ou un subside de la commune.

Le candidat élu, qui, endéans le mois à dater de l'invitation que lui adresse le collège communal, n'a pas résigné les fonctions incompatibles ou renoncé au traitement ou au subside alloué par la commune, est considéré comme n'acceptant pas le mandat qui lui a été conféré.

Art. L1125-6. Tout conseiller communal qui accepte, soit des fonctions incompatibles avec son mandat, soit un traitement ou un subside de la commune, cesse de faire partie du conseil conformément à l'article L1122-5, si, endéans les quinze jours à dater de l'invitation que lui adresse le collège communal, il n'a pas renoncé, soit aux fonctions incompatibles, soit au traitement ou au subside alloué par la commune.

Art. L1125-7. Le membre du conseil qui se trouve dans l'une des situations d'incompatibilité visées aux articles L1125-5 et L1125-6 ne peut plus continuer l'exercice de ses fonctions.

Le collègue en informe le conseil et l'intéressé. Celui-ci peut communiquer, au collègue, dans un délai de quinze jours, ses moyens de défense. Le conseil prend acte des faits de nature à entraîner l'incompatibilité et constate la déchéance de plein droit. Il procède au remplacement du membre concerné.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il est introduit dans les huit jours de sa notification.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance, même en l'absence de toute notification, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines prévues par l'article 262 du Code pénal.

2.2.2 Examen de certaines incompatibilités.

2.2.2.1 Les principes

L'incompatibilité consiste dans l'impossibilité légale d'exercer simultanément deux fonctions. La personne doit donc opérer un choix : renoncer à la fonction jusqu'alors exercée, ou renoncer à occuper la nouvelle fonction qui se présente à elle.

Lorsqu'il statue sur la validité des élections communales et sur les pouvoirs des conseillers et suppléants élus, le collège provincial n'a d'autre mission que de vérifier si les opérations électorales ont eu lieu conformément aux dispositions légales et d'examiner si les élus remplissent les conditions d'éligibilité. Il n'a donc pas le pouvoir de décider que l'un des conseillers dont il a validé les pouvoirs se trouvera, au moment de son installation, dans le cas d'incompatibilité concerné (C.E., arrêts n° 14.476 du 27 janvier 1971, n° 14.679 du 22 avril 1971 et n° 15.454 du 14 juillet 1972).

Il appartient en conséquence à la personne chargée de présider à l'installation du conseil de veiller à l'application de cette disposition du code; elle doit donc désigner, dans le respect de cette disposition, celui des deux élus qui ne peut siéger au sein du conseil et refuser d'en recevoir le serment.

2.2.2.2. Les incompatibilités de fonction (prévues dans le code de la démocratie et de la décentralisation). L'une de ces incompatibilités mérite, à notre estime, une attention particulière. Il s'agit de celle visée à l'article L1125-1, 6° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

« Toute personne qui est membre du personnel ou qui reçoit un subside ou un traitement de la commune, à l'exception des pompiers volontaires ».

Il est admis que tombent sous l'application de cette incompatibilité :

- le personnel de la commune en général (en ce compris le personnel contractuel), quel que soit le montant du traitement ou du subside. Sont également visés les enseignants communaux, puisque, nonobstant intervention de la Communauté française, c'est la commune qui prend en charge leurs traitements;
- le personnel qui bénéficie d'un congé spécial (ex. mise en disponibilité pour convenance personnelle) dès lors que le lien juridique persiste avec la commune;
- les secrétaires et receveurs (qui, sauf, éventuellement, l'exception prévue à l'article L1125-4 dans les communes de moins de 1000 habitants, ne peuvent non plus être échevins) de la même commune.

Il est admis que ne tombent pas sous le coup de cette disposition :

- le personnel pensionné : la commune n'a aucun pouvoir discrétionnaire et l'intéressé peut faire valoir un droit subjectif qui résulte de la simple application des lois et règlements en vigueur;
- les personnes qui perçoivent une rémunération de la commune pour un travail ponctuel.

2.2.2.3. Les incompatibilités inscrites dans des réglementations spécifiques. L'on peut ainsi notamment relever :

- l'incompatibilité des fonctions de l'Ordre judiciaire avec l'exercice d'un mandat public conféré par élection (C. jud., art. 293 et 300);
- l'incompatibilité entre la qualité de membre du personnel de C.P.A.S. (en ce compris les praticiens de l'art de guérir) avec le mandat de bourgmestre ou de conseiller communal exercé dans le ressort territorial du C.P.A.S.; cette incompatibilité se justifie par le lien organique existant entre la commune et le C.P.A.S. (L.O. C.P.A.S., art. 49, par. 4);
- le cumul entre les fonctions de juge, de référendaire et de greffier à la Cour constitutionnelle est incompatible avec un mandat public conféré par élection (L. 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, art. 44);
- il existe une incompatibilité entre les fonctions de membres du Conseil d'Etat (sont également visés les membres du personnel administratif du Conseil d'Etat, sous réserve de dérogations) et celles d'un mandat public conféré par élection (L. coord. sur le Conseil d'Etat, art. 107 et 110);
- les fonctions d'expert (au sens de l'arrêté royal 9 mars 1953, art. 2, concernant le commerce des viandes de boucherie et réglementant l'expertise des animaux abattus à l'intérieur du pays) sont incompatibles avec l'exercice d'un mandat de bourgmestre, d'échevin ou de conseiller communal lorsque la nomination émane du conseil communal.

2.2.2.4. Les incompatibilités liées à la parenté ou à l'alliance. La volonté du législateur a été d'éviter la mainmise d'une famille sur un conseil communal, ce qui pourrait la conduire à privilégier ses intérêts propres au détriment de ceux de la commune. Les membres du corps communal visé à l'article L1121-1 ne peuvent donc pas être parents ou alliés jusqu'au 2^e degré inclus; ils ne peuvent pas non plus être unis par les liens du mariage ou de la cohabitation légale (art. L1125-3).

Le degré de parenté (en ligne directe ou collatérale) se détermine selon les règles du Code civil (C. civ., art. 735 et ss.). Exemple de calcul de lien de parenté :

D- C (fils), B (père), A (grand-père paternel);

A et B, ainsi que B et C sont parents au 1^{er} degré (en ligne directe)

A et C sont eux parents au 2^e degré. C et D sont parents au 2^e degré;

D et B1 sont parents au 3^e degré.

A

B2 B B1

C D

L'alliance n'est pas définie par le Code civil, mais elle est généralement considérée comme étant le lien qui existe entre chacun des époux et les parents du conjoint. Par contre, il n'y a pas alliance entre les parents de chacun des conjoints. Ainsi, Paul et Pierre sont les époux respectifs de deux sœurs, Jacqueline et Suzanne. Paul et Pierre ne sont pas alliés, bien que dans le langage courant, ils soient qualifiés de beaux-frères. Les deux personnes tomberont toutefois en incompatibilité, puisque l'article L1125-3, § 1^{er} du Code de la démocratie locale et de la décentralisation interdit à ceux dont les conjoints ou les cohabitants légaux sont parents entre eux jusqu'au 2^e degré inclus de faire partie en même temps du conseil communal.

A noter encore que l'alliance survenue ultérieurement entre les membres du conseil n'emporte pas révocation de leur mandat. Il n'en est pas de même du mariage ou de la cohabitation légale entre les membres du conseil (art. L1125-3, § 1^{er}).

Aussi, l'alliance est censée dissoute lorsque la personne à raison de laquelle elle existait vient à décéder.

Concernant les conséquences de cette incompatibilité, l'article L1125-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation a établi un ordre de préférence :

- s'il s'agit de deux conseillers effectifs, l'ordre de préférence sera réglé par l'ordre d'importance des quotients qui auront déterminé l'attribution à leur liste des sièges dévolus à ces candidats;
- s'il s'agit d'un conseiller effectif et d'un suppléant, l'interdiction de siéger n'est opposée qu'à ce dernier, à moins que la vacance qui l'appelle à siéger soit antérieure à l'élection de son parent, allié ou conjoint;
- entre suppléants que des vacances appellent à siéger, la priorité se détermine en ordre principal par l'antériorité de la vacance.

En application de l'article L1125-3, § 2, al. 4 (incompatibilités liées à la parenté), l'élu qui, n'est pas installé conserve le droit d'être admis ultérieurement à prêter serment et est remplacé par le conseiller suppléant classé en ordre utile de la liste sur laquelle il a été élu.

Lorsque l'incompatibilité cesse, celui-ci est classé premier suppléant.

2.3 Prestation de serment des conseillers communaux. En application de l'article L1126-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les conseillers communaux, les personnes de confiance visées à l'article L1122-8, les membres du collège communal, préalablement à leur entrée en fonction, prêtent le serment suivant : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge ».

Le serment est prêté exclusivement en français ou en allemand, selon que la commune est située dans la région de langue française ou dans celle de langue allemande.

Ce serment est prêté en séance publique. Les conseillers communaux prêtent serment entre les mains du président du conseil (cfr. 2.1).

3. PRESEANCE DES CONSEILLERS.

L'article L1122-18 renvoie au règlement d'ordre intérieur pour la fixation des conditions d'établissement du tableau de préséance des conseillers communaux. Par contre, il est recommandé d'adopter une délibération distincte fixant le tableau de préséance en sorte de ne pas devoir procéder une modification formelle du règlement d'ordre intérieur.

4. INSTALLATION DU BOURGMESTRE ET DES ECHEVINS.

4.1 Principe : adoption d'un pacte de majorité. Le pacte de majorité constitue un document essentiel signé entre les groupes politiques qui vont constituer une majorité au conseil communal et ainsi permettre la constitution du collège communal.

En application de l'article L1123-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, au plus tard le 2^e lundi du mois de novembre qui suit les élections, soit le 12 novembre 2012, le ou les projets de pactes sont déposés entre les mains du secrétaire communal.

Le projet de pacte comprend l'indication des groupes politiques [2] qui y sont parties, l'identité du bourgmestre, des échevins ainsi que celle du président du conseil de l'action sociale pressenti si la législation qui lui est applicable prévoit sa présence au sein du collège communal. Il présente des personnes de sexe différent.

Le projet de pacte est signé par l'ensemble des personnes y désignées et par la majorité des membres de chaque groupe politique dont au moins un membre est proposé pour participer au collège (article L1123-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).

Lorsqu'un groupe n'est composé que de deux membres, le projet de pacte est signé par l'un d'eux au moins.

La validité d'un pacte qui serait signé à titre conservatoire par un ou plusieurs suppléants ne serait en rien remise en cause. Dans ce cas de figure, cependant, les signatures des suppléants devraient être affectées de la condition suspensive de la prestation de serment en qualité de membre effectif du Conseil. (question écrite n° 7 (2006-2007) 1 du 3 octobre 2006 du député CHERON)

Par ailleurs, rien n'interdit que le suppléant qui a prêté serment, du fait du désistement d'un membre, élu appose sa signature sur le pacte, en séance, avant l'adoption de celui-ci.

Le pacte de majorité est adopté à la majorité des membres présents du conseil au plus tard dans les trois mois suivant la date de validation des élections.

Si aucun pacte de majorité n'a été déposé et voté dans les trois mois suivant la date de validation des élections, un commissaire du Gouvernement peut être désigné. Il expédie les affaires courantes en lieu et place du collège qui assumait cette mission en vertu de l'article L1121- 2 du Code.

Le point relatif à l'adoption du pacte de majorité est, jusqu'à son adoption, porté à l'ordre du jour de chaque conseil (art.1123-1, § 3).

4.2 Désignation du bourgmestre

En vertu de l'article L1123-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, est élu de plein droit bourgmestre, le conseiller de nationalité belge qui a obtenu le plus de voix de préférence sur la liste qui a obtenu le plus de voix parmi les groupes politiques qui sont parties au pacte de majorité adopté en application de l'article L1123-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. En cas de parité de voix, l'ordre de la liste prévaut.

Si le conseiller appelé à exercer le mandat de bourgmestre renonce à exercer cette fonction ou, sans préjudice de l'article L1123-14 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, s'il doit cesser définitivement d'exercer celle-ci, est élu de plein droit bourgmestre le conseiller de nationalité belge qui, après lui, a obtenu, dans le même groupe politique, le nombre le plus important de voix lors des dernières élections, et ainsi de suite.

Si tous les conseillers du groupe politique, partie à l'accord de majorité, qui a obtenu le plus de voix de préférence lors des dernières élections renoncent à exercer cette fonction, est élu bourgmestre le conseiller qui a obtenu le plus de voix de préférence dans le groupe politique, partie à l'accord de majorité, qui a obtenu le deuxième score en voix lors des dernières élections.

Le conseiller qui figurait lors des élections à l'une des trois premières places de la liste des candidats visée à l'article L4112-4 § 2, et qui renonce à exercer la fonction de bourgmestre lui dévolue ou qui, après l'avoir exercée, y renonce, ne peut être membre du collège communal au cours de la législature.

4.3 Vérification des causes d'incompatibilités. Aux termes de l'article L1125-2, 2° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, ne peuvent être membres du collège communal les agents et employés des administrations fiscales, dans les communes faisant partie de leur circonscription ou de leur ressort, sauf dérogation accordée par le Gouvernement.

Lesdites administrations fiscales sont celles dont la fonction est la fixation de l'assiette, la répartition et le recouvrement des impôts et taxes, ou la gestion du domaine de l'Etat, soit :

- l'Administration générale des Impôts;
- l'Administration de l'Inspection spéciale des Impôts;
- l'Administration des Contributions directes;
- l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines;
- l'Administration du Cadastre;
- l'Administration des Douanes et Accises;
- la Conservation des Hypothèques.

Le commentaire de l'article L1125-3 du Code concernant les conseillers communaux (voir page 7 de la présente circulaire) vaut également pour les membres du collège communal.

Enfin, il y a également lieu de vérifier que, en application du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, aucune incompatibilité n'empêche l'installation au collège du président du conseil de l'action sociale pressenti. Vis-à-vis de ce dernier, les causes d'incompatibilités édictées par le code et la loi organique des centres publics d'action sociale s'additionnent, puisqu'il doit pouvoir valablement siéger dans les deux entités locales.

4.4 Présidence de la séance d'installation - Prestation de serment

4.4.1. Prestation de serment du Bourgmestre

Deux situations sont à distinguer :

- 1^{re} hypothèse : le bourgmestre sortant est réélu conseiller

Le bourgmestre sortant réélu ouvre la séance du 3 décembre 2012 (le collège sortant assurant la continuité).

Après avoir donné communication de la validation des élections, vérifié les pouvoirs des conseillers (incompatibilités- conditions d'éligibilité) et pris acte des désistements éventuels, il va prêter serment le premier en qualité de conseiller communal entre les mains du 1^{er} échevin sortant ou de l'échevin délégué par le Bourgmestre, qu'il soit réélu ou non.

Le bourgmestre sortant réélu conseiller continue à assurer la présidence du conseil communal. Il reçoit ensuite la prestation de serment des autres élus conseillers communaux jusqu'à l'adoption du pacte de majorité.

On passe ensuite à l'adoption du pacte de majorité :

o Si le bourgmestre sortant réélu redevient bourgmestre, il va prêter serment en qualité de bourgmestre à savoir devant le 1^{er} échevin sortant que celui-ci soit réélu ou non.

o Si le bourgmestre sortant réélu n'est plus le nouveau bourgmestre, le nouveau bourgmestre (dont l'identité figure dans le pacte de majorité) va prêter serment en qualité de bourgmestre entre les mains du président du Conseil à savoir le bourgmestre sortant réélu.

- 2^e hypothèse : le bourgmestre sortant n'est pas réélu

Le bourgmestre sortant non réélu ouvre la séance du 3 décembre 2012 (le collège sortant assurant la continuité).

Après avoir donné communication de la validation des élections, vérifié les pouvoirs des conseillers (incompatibilités- conditions d'éligibilité) et pris acte des désistements éventuels, il reçoit la prestation de serment en qualité de conseiller communal du 1^{er} échevin sortant réélu (ou à défaut dans l'ordre de rang).

Le 1^{er} échevin sortant réélu assure la présidence et va recevoir la prestation de serment des conseillers communaux.

On passe ensuite à l'adoption du pacte de majorité :

- si le 1^{er} échevin sortant réélu est le futur bourgmestre, il va prêter serment en qualité de bourgmestre, à savoir entre les mains du 2^e échevin sortant réélu et à défaut selon l'ordre de rang;

- si le nouveau bourgmestre est un nouvel élu, il va prêter serment entre les mains du président de la séance, à savoir le 1^{er} échevin sortant réélu;

4.4.2 Prestation de serment des échevins

Le serment prévu pour les échevins ne se confond pas avec celui qu'ils prêtent comme conseillers. En tant qu'échevin, il sera à nouveau appelé à prêter serment entre les mains du bourgmestre en sa qualité de président d'assemblée.

4.4.3. Prestation de serment du président du C.P.A.S.

Dans tous les cas de figure, le président du C.P.A.S. ne pourra prêter serment en qualité de membre du collège communal qu'à dater de son installation au sein du conseil de l'action sociale. Pour le surplus, il est renvoyé à la circulaire sur le renouvellement des C.P.A.S.

5. COMINES-WARNETON.

Cette commune est soumise à un statut spécial découlant de la loi dite de pacification. En conséquence, les principes nouveaux insufflés dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le décret du 8 décembre 2005 n'y sont pas d'application (désignation du bourgmestre, élargissement du collège au président du conseil de l'action sociale, adoption d'un pacte de majorité). Elle reste soumise aux dispositions de la nouvelle loi communale.

En vertu de l'article 77bis, § 2, de la loi électorale communale, en cas de litige relatif à l'élection des conseillers communaux de Comines-Warneton, les compétences attribuées au collège provincial sont exercées par le collège des gouverneurs de province prévu à l'article 131bis de la loi provinciale.

Le deuxième alinéa de l'article 14 de la nouvelle loi communale dispose qu'au cas où, à Comines-Warneton, lors de l'installation du conseil communal après son renouvellement complet, le bourgmestre n'est pas nommé, le conseil communal désigne un échevin ou un conseiller communal qui assumera la fonction de bourgmestre en attendant cette nomination.

Un bourgmestre faisant fonction doit donc être désigné, que le bourgmestre sortant ait ou non été réélu en qualité de conseiller communal, si le bourgmestre n'a pas encore été nommé ou n'a pas encore prêté serment.

Si tel est le cas, le conseil communal nouvellement installé procédera, après la prestation de serment des conseillers et échevins élus directement entre les mains de la personne chargée de la présidence de la séance, à la désignation d'un échevin ou d'un conseiller pour assumer la fonction de bourgmestre jusqu'à ce que le nouveau bourgmestre ait prêté serment en cette qualité. La convocation pour la séance d'installation mentionne qu'un remplaçant sera désigné conformément à l'article 14, alinéa 2, de la nouvelle loi communale.

Bien qu'étant des élus directs, les échevins de Comines-Warneton doivent prêter serment deux fois : la prestation de serment comme conseiller communal a nécessairement lieu lors de l'installation de l'intéressé en cette qualité et la prestation de serment comme échevin intervient après l'installation complète du conseil communal.

Toute demande d'information complémentaire ainsi que toute communication urgente peut être adressée à la DGO5 :

Direction de la législation organique des pouvoirs locaux

Avenue Bovesse 100, 5100 Namur (Jambes)

081-32 36 32

+ legislationorganique.pouvoirslocaux@spw.wallonie.be

Ê 081-32 32 38

Veillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

[1] La détermination de l'ancienneté a lieu selon les modalités spécifiées dans le règlement d'ordre intérieur.

[2] Le groupe politique est composé du ou des conseillers élus sur une même liste lors des élections.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2012/205341]

6. SEPTEMBER 2012 — Rundschreiben über die Gültigkeitserklärung und die Einsetzung der Gemeinderatsmitglieder und des Gemeindegremiums

An die Herren Gouverneure,

An die Damen und Herren Mitglieder der Provinzkollegien,

An die Damen und Herren Bürgermeister und Schöffen,

Sehr geehrte Damen und Herren,

Nach den Gemeindewahlen vom 14. Oktober 2012 werden die Gemeinräte vollständig erneuert. In Anwendung von Artikel L1122-3, Absatz 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird der Gemeinderat am ersten Montag des Monats Dezember, der auf die Wahlen folgt, d.h. am 3. Dezember 2012, eingesetzt.

Wie in Artikel L1121-2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehen, bleiben die ausscheidenden Gemeinderatsmitglieder im Amt, bis die Mandate ihrer Nachfolger geprüft wurden und deren Einsetzung erfolgt ist. Dies gilt, ebenfalls in Anwendung dieser Bestimmung, auch für die ausscheidenden Mitglieder des Gemeindegremiums.

Die Erneuerung der Gemeinderäte zieht die Einsetzung des neuen Gemeindegremiums nach sich.

Es ist absolut erforderlich, dass dieses Einsetzungsverfahren unter bestmöglichen Bedingungen stattfindet, damit die neuen gemeindlichen Instanzen ihre Arbeit, außer in Fällen, wo irgendein Umstand dies verhindert, so schnell wie möglich aufnehmen können.

Das vorliegende Rundschreiben hat zu Zweck, an die geltenden Bestimmungen zur Regelung der vorgenannten Verfahren zu erinnern und ihre Anwendung näher zu erläutern.

1. GÜLTIGKEITSERKLÄRUNG SEITENS DES PROVINZKOLLEGIUMS

1.1 Allgemeiner Grundsatz Die Gültigkeitserklärung der Wahlen obliegt dem Provinzkollegium ungeachtet der Tatsache, ob ein Kandidat Beschwerde eingereicht hat oder nicht.

In dieser Angelegenheit entscheidet das Provinzkollegium als Verwaltungsgerichtsbarkeit (Art. L4146-9 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung).

1.2 Gewöhnliche Beschwerden Beschwerden müssen zur Vermeidung des Verfalls innerhalb zehn Tagen nach der Aufstellung des Wahlprotokolls eingeleitet werden (Art. L4146-8, § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung).

In der Annahme, dass das Protokoll am 15. Oktober 2012 erstellt wird, wäre der letzte Tag für das Einreichen einer Beschwerde der 25. Oktober 2012. Mit anderen Worten müsste die Beschwerde spätestens an diesem Tag dem Provinzgreffier entweder gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt oder mit einem spätestens an diesem Datum bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugeschickt werden, wobei in letzterem Fall das Datum des Poststempels ausschlaggebend ist.

Das Provinzkollegium entscheidet über diese Beschwerde innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag, wo sie eingelegt wird (Art. L4146-12, § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung). Die Frist beginnt am Tag nach demjenigen der Aushändigung der Beschwerde an den Provinzgreffier beziehungsweise am Tag nach dem Datum des Poststempels im Falle eines Einschreibens.

Beispielsweise wäre bei Einreichen einer Beschwerde am 25. Oktober 2012 der 24. November 2012 der Tag, an dem das Provinzkollegium spätestens über die Beschwerde entscheiden muss.

Hat das Provinzkollegium innerhalb der vorgeschriebenen Frist von dreißig Tagen keinen Beschluss gefasst, wird davon ausgegangen, dass die Beschwerde abgewiesen wird, so dass die Wahl definitiv für gültig erklärt wird.

In Wirklichkeit können mehrere Beschwerden gegen eine bestimmte Wahl an verschiedenen Tagen eingereicht werden. Da das Provinzkollegium erst nach Ablauf der vorerwähnten zehntägigen Frist sicher sein kann, dass keine Beschwerde mehr eingereicht wird, kann die endgültige Gültigkeitserklärung der Wahl frühestens zu diesem Zeitpunkt erfolgen. Darüber hinaus muss für jede Beschwerde die maximale Frist von dreißig Tagen für eine Beschlussfassung berücksichtigt werden; mit anderen Worten können mehrere Beschwerden in Bezug auf eine Wahl nur zusammengefügt werden, wenn die dreißigtägige Frist für die Beschwerde mit dem ältesten Einreichdatum eingehalten wird.

Das Provinzkollegium beschließt als Verwaltungsgerichtsbarkeit ungeachtet der Art und Weise, wie die Wahlen für gültig erklärt werden, d.h. ungeachtet der Tatsache, ob es sich um Beschlüsse zur Gültigkeitserklärung handelt - ob bei ihm Beschwerde eingereicht worden ist oder nicht - oder ob es sich um eine Gültigkeitserklärung von Amts wegen durch Ablauf der Fristen handelt.

In dieser Hinsicht beziehe man sich auf das Gutachten des Staatsrates vom 15. April 1964 zu einem Gesetzesvorschlag zur Errichtung von provinziellen Verwaltungsgerichten - *Parl. Dok. Abgeordnetenversammlung, Sitzungsperiode 1963-1964, 652, Nr. 2, Seite 6*; diese Rechtsprechung ist durch das Gesetz vom 22. März 1999 bestätigt worden, das einen Artikel 75 § 3 in das Gemeindewahlgesetz eingefügt hat, der zum Artikel L4146-9 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung geworden ist.

Es obliegt dem Provinzkollegium, innerhalb der gesetzlich festgelegten Fristen über die Gültigkeit der Wahlen zu entscheiden, und es wird empfohlen, die gesamte Frist, die ihm eingeräumt wird, nur in denjenigen Fällen zu benutzen, wo es wirklich erforderlich ist.

Es ist wichtig, dass ich regelmäßig über Beschwerden, die bei dem Provinzkollegium eingereicht werden, informiert werde. Auf Initiative des Provinzgouverneurs wird mir eine Abschrift jeder Beschwerde sofort nach ihrem Eingang übermittelt. Gleiches gilt für jeden vom Provinzkollegium hinsichtlich der Gültigkeitserklärung einer Wahl gefassten Beschluss, ungeachtet der Tatsache, ob Beschwerde eingelegt worden ist oder nicht, sowie für die Feststellung, dass kein Beschluss gefasst worden ist.

Die Gouverneure werden ebenfalls gebeten, die betreffenden Beschwerden und Beschlüsse an die Zelle

“Wahlen 2012” unter Faxnummer 081-32 32 65 zu übermitteln.

1.3 Beschwerden beim Staatsrat gegen den Beschluss des Provinzkollegiums Artikel L4146-15 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung bestimmt, dass Personen, denen der Beschluss des Provinzkollegiums zugestellt werden muss, d.h. nach den Artikeln L4146-13 und L4146-14 der betreffende Gemeinderat und die beschwerdeführenden Kandidaten, innerhalb acht Tagen nach der Notifizierung Beschwerde beim Staatsrat einlegen können.

Eine Beschwerde vor dem Staatsrat setzt den Beschluss nicht aus, es sei denn, sie ist gegen einen Beschluss des Provinzkollegiums zur Ungültigkeitserklärung der Wahlen oder zur Änderung der Sitzverteilung gerichtet.

Das Verfahren vor diesem Hohen Rechtsprechungsorgan wird im Falle einer durch den vorerwähnten Artikel 76bis des Gemeindewahlgesetzes (jetzt Art. L4146-15 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung) vorgesehenen Beschwerde durch den Königlichen Erlass vom 15. Juli 1956 zur Festlegung des Verfahrens vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrates, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 16. September 1982 und 28. Oktober 1994, geregelt.

Mittel, die der Antragsteller vor dem Provinzkollegium hätte geltend machen können und auf die er sich zum ersten Mal vor dem Staatsrat beruft, sind unzulässig (Staatsrat, 17. Februar 1959, Gemeindewahlen von Stokkem, Nr. 6873).

2. EINSETZUNG DER GEMEINDERATSMITGLIEDER

2.1 Einberufung für die Einsetzungssitzung.

In Anwendung von Artikel L1122-3, Absatz 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird der Gemeinderat am ersten Montag des Monats Dezember, der auf die Wahlen folgt, d.h. am 3. Dezember 2012, eingesetzt.

Die Einsetzung des neuen Gemeinderats darf nur stattfinden, wenn dieser - im Fall eines Einspruchs mit aufschiebender Wirkung beim Staatsrat - die in Artikel L4146-15, Absatz 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehene Notifizierung erhalten hat.

Das ausscheidende Gemeindegremium beruft zu diesem Zweck alle gewählten Kandidaten ein unter dem Hinweis, dass während dieser Sitzung ihre Eidesleistung, ggf. die Annahme eines Mehrheitsabkommens, sowie die Eidesleistung des Bürgermeisters und der Schöffen, wenn das Mehrheitsabkommen angenommen ist, vorgenommen werden sollen.

Gemäß Artikel L1126-2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird davon ausgegangen, dass Gewählte, die nach zwei aufeinanderfolgenden Aufforderungen zur Eidesleistung diese Formalität ohne rechtmäßigen Grund nicht erfüllen, auf ihr Mandat verzichten.

Um Beanstandungen zu vermeiden, muss in den beiden schriftlichen Aufforderungen deutlich der Zweck der Sitzung angegeben werden, und in der zweiten Aufforderung ist darüber hinaus der vollständige Wortlaut von Artikel L1126-2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wiederzugeben.

Sie werden per Einschreiben an den Wohnsitz des Gewählten gesandt oder ihm persönlich gegen Empfangsbcheinigung ausgehändigt, und dies mindestens volle sieben Tage vor der Versammlung, so dass mindestens sieben ganze Tage von jeweils 24 Stunden zwischen dem Datum der Versendung oder Aushändigung und dem Datum der Versammlung liegen (Artikel L1122-13, § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung). Wenn die Versammlung am Montag, dem 3. Dezember 2012 vorgesehen ist, wird die Aufforderung zu der Versammlung spätestens am Samstag, dem 24. November 2012 per Einschreiben geschickt, oder am Sonntag, dem 25. November 2012 ausgehändigt.

§ 2. Wenn bis zu diesem Grad Verwandte beziehungsweise Verschwägerte oder Ehepartner oder aber gesetzlich Zusammenwohnende bei der gleichen Wahl gewählt wurden, richtet die Vorzugsreihenfolge sich nach der Größe der Quotienten, aufgrund deren die von diesen Kandidaten erhaltenen Sitze der betreffenden Liste zuerkannt wurden.

Wurden zwei bis zum vorerwähnten Grad Verwandte beziehungsweise Verschwägerte oder zwei Ehepartner bzw. gesetzlich Zusammenwohnende gewählt, der eine als ordentliches Ratsmitglied und der andere als Ersatzmitglied, so gilt das Verbot, den Sitz einzunehmen, lediglich für letzteren, es sei denn, der von ihm einzunehmende Sitz ist vor der Wahl seines Verwandten, verschwägerten oder Ehepartners frei geworden.

Der Vorrang zwischen Ersatzmitgliedern, die frei gewordene Mandate übernehmen sollen, wird an erster Stelle durch die zeitliche Reihenfolge des Freiwerdens der Mandate bestimmt.

Der Gewählte, der unter den in den Absätzen 1 bis 3 angeführten Umständen nicht in sein Amt eingesetzt worden ist, behält das Recht, zu einem späteren Zeitpunkt zur Eidesleistung zugelassen zu werden. er wird durch das erste günstig eingestufte Ersatzmitglied der Liste ersetzt, auf der er gewählt worden ist.

Wenn diese Unvereinbarkeit nicht mehr gegeben ist, wird dieses als erstes Ersatzmitglied eingestuft.

§ 3. Eine zwischen Ratsmitgliedern später eingetretene Verschwägerung führt nicht zu einem Entzug der betreffenden Mandate. Dies trifft auf eine Eheschließung oder ein gesetzliches Zusammenwohnen zwischen Ratsmitgliedern jedoch nicht zu.

Die Verschwägerung ist mit dem Ableben oder der Ehescheidung der Person, durch die sie entstanden ist, als aufgelöst zu betrachten.

Art. L1125-4 - Das Amt des Sekretärs oder des Einnehmers einerseits und das Amt des Bürgermeisters, eines Schöffen oder eines Ratsmitgliedes andererseits dürfen nicht gleichzeitig von derselben Person ausgeübt werden.

In Gemeinden mit weniger als 1 000 Einwohnern kann der Gouverneur die Vereinigung dieser Ämter auf eine Person jedoch gestatten, mit Ausnahme des Amtes des Bürgermeisters, das in der gleichen Gemeinde niemals mit demjenigen des Einnehmers vereinigt werden darf.

Die in diesem Artikel erwähnte Erlaubnis zur Ämterhäufung ist jederzeit widerruflich.

Art. L1125-5 - Ein zum Gemeinderatsmitglied gewählter Kandidat, der ein mit dem Mandat als Ratsmitglied unvereinbares Amt ausübt, an einem Unternehmen beteiligt ist oder einen Beruf oder ein Handwerk ausübt, wofür er seitens der Gemeinde ein Gehalt oder eine Zulage bezieht, darf so lange nicht zur Eidesleistung zugelassen werden, wie der Grund für die Unvereinbarkeit weiterbesteht.

Wenn ein gewählter Kandidat innerhalb eines Monats nach der ihm vom Gemeindegremium zugestellten Aufforderung das mit dem Mandat als Ratsmitglied unvereinbare Amt nicht aufgegeben oder nicht auf das von der Gemeinde gezahlte Gehalt beziehungsweise die von ihr gewährte Zulage verzichtet hat, wird davon ausgegangen, dass er das ihm zugefallene Mandat nicht annimmt.

Art. L1125-6 - Ratsmitglieder, die ein mit ihrem Mandat unvereinbares Amt übernehmen oder von der Gemeinde ein Gehalt oder eine Zulage annehmen, scheiden gemäß Artikel 1122-5 aus dem Gemeinderat aus, wenn sie binnen fünfzehn Tagen ab der ihnen vom Gemeindegremium zugestellten Aufforderung von dem mit ihrem Mandat unvereinbaren Amt nicht absehen oder auf das von der Gemeinde gewährte Gehalt beziehungsweise die von ihr gewährte Zulage nicht verzichten.

Art. L1125-7 - Das Ratsmitglied, das sich in einer der in den Artikeln L1125-5 und L1125-6 erwähnten Unvereinbarkeiten befindet, darf sein Amt nicht weiter ausüben.

Das Kollegium informiert den Rat und den Betroffenen. Dieser kann dem Kollegium innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen seine Verteidigungsgründe mitteilen. Der Rat nimmt die Sachverhalte, die aufgrund ihrer Art zu einer Unvereinbarkeit führen können, zur Kenntnis und stellt die Amtsaberkennung von Amts fest. Er leitet das Verfahren zur Ersetzung des betreffenden Mitglieds ein.

Gegen diesen Beschluss kann Einspruch erhoben werden, der auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruht. Er wird innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht.

Ist dem Betreffenden der Grund für die Amtsaberkennung auch ohne jeglicher Notifizierung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiter aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus.

2.2.2 Untersuchung bestimmter Unvereinbarkeiten.

2.2.2.1 Grundsätze

Die Unvereinbarkeit besteht in der gesetzlichen Unmöglichkeit, gleichzeitig zwei Ämter auszuüben. Die Person muss daher folgende Entscheidung treffen: auf das bis dahin ausgeübte Amt oder auf das neue Amt, das ihm vorgeschlagen wird, verzichten.

Wenn das Provinzkollegium über die Gültigkeit der Gemeindevahlen und der Mandate der Ratsmitglieder und der gewählten Ersatzmitglieder entscheidet, hat es lediglich als Aufgabe, zu überprüfen, ob die Wahlverfahren gemäß den gesetzlichen Bestimmungen stattgefunden haben und ob die Gewählten alle Wahlbarkeitsbedingungen erfüllen. Es hat also nicht die Befugnis, darüber zu entscheiden, ob ein Ratsmitglied, dessen Mandate es für gültig erklärt hat, sich zum Zeitpunkt seiner Einsetzung in einer Situation der Unvereinbarkeit befinden wird. (Staatsrat, Entscheide Nr. 14 476 vom 27. Januar 1971, Nr. 14679 vom 22. April 1971 und Nr. 15454 vom 14. Juli 1972).

Folglich obliegt es demjenigen, der mit dem Vorsitz bei der Einsetzung des Rates beauftragt ist, für die Anwendung dieser Bestimmung des Kodex Sorge zu tragen; unter Berücksichtigung dieser Bestimmung muss er demnach denjenigen der beiden Gewählten bestimmen, der nicht im Rat tagen darf, und dessen Eidesleistung verweigern.

2.2.2.2. Die Unvereinbarkeiten zweier Ämter (vorgesehen im Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung). Unserer Meinung nach ist einer dieser Unvereinbarkeiten besondere Aufmerksamkeit zu schenken. Es handelt sich, um diejenige, die in Artikel L1125-1, 6° des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnt ist :

„wer Mitglied des Personals der Gemeinde ist oder von der Gemeinde eine Zulage oder ein Gehalt erhält, mit Ausnahme der Mitglieder der freiwilligen Feuerwehr“.

Diese Unvereinbarkeit findet auf die folgenden Personen Anwendung :

- das Personal der Gemeinde im Allgemeinen (einschließlich des Vertragspersonals), ungeachtet der Höhe des Gehalts oder der Bezuschussung. Die Lehrer der Gemeinde fallen ebenfalls in diese Kategorie, weil ihr Gehalt ungeachtet der Beteiligung der Französischen Gemeinschaft von der Gemeinde gezahlt wird.
- das Personal, das Anspruch auf einen Sonderurlaub genommen hat (z.B. Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen), solange das Rechtsverhältnis mit der Gemeinde weiterbesteht;
- die Sekretäre und Einnehmer dieser Gemeinde (die auch nicht Schöffen sein können, außer im Falle der etwaigen, in Artikel L1125-4 vorgesehenen Ausnahme in Gemeinden mit weniger als 1 000 Einwohnern).

Diese Unvereinbarkeit findet auf die folgenden Personen keine Anwendung:

- das in den Ruhestand versetzte Personl : die Gemeinde hat keine Ermessensbefugnis und der Betroffene kann ein subjektives Anrecht geltend machen, das sich aus der einfachen Anwendung der geltenden Gesetze und Regelungen ergibt;

- jene Personen, die eine Entlohnung der Gemeinde für eine gelegentliche Arbeit beziehen.

2.2.2.3. Die in spezifischen Regelungen eingetragenen Unvereinbarkeiten Hier seien insbesondere folgende Unvereinbarkeiten hervorgehoben:

- die Unvereinbarkeit der Ämter der ordentlichen Gerichtsbarkeit mit der Ausübung eines durch Wahl verliehenen öffentlichen Amtes (Gerichtsgesetzbuch, Art. 293 et 300);
- die Unvereinbarkeit zwischen der Eigenschaft als Personalmitglied des ÖSHZ (einschließlich der Fachkräfte der Heilkunde) und dem Amt eines Bürgermeisters oder eines Gemeinderatsmitglieds, das im Zuständigkeitsbereich des ÖSHZ ausgeübt wird; diese Unvereinbarkeit wird durch die zwischen der Gemeinde und dem ÖSHZ bestehende organische Verbindung begründet (Grundlagengesetz ÖSHZ, Art. 49, Par. 4); die gleichzeitige Ausübung des Amtes eines Richters, eines Referendars oder eines Greffiers beim Verfassungsgerichtshof und eines durch Wahl verliehenen öffentlichen Amtes (G. 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, Art. 44);
- es besteht eine Unvereinbarkeit zwischen dem Amt eines Mitglieds des Staatsrats (unter Vorbehalt von Ausnahmegenehmigungen ist das Verwaltungspersonal des Staatsrats ebenfalls betroffen) und einem durch Wahl verliehenen öffentlichen Amt (Koord. G. über den Staatsrat, Art. 107 und 110).

- das Amt eines Sachverständigen (im Sinne des K.E. vom 9. März 1953 über den Handel von Schlachtfleisch und zur Regelung der Begutachtung der innerhalb des Landes geschlachteten Tiere) ist unvereinbar mit der Ausübung des Mandats eines Bürgermeisters, eines Schöffen oder eines Gemeinderatsmitglieds, falls die Ernennung vom Gemeinderat ausgeht.

2.2.2.4. Die mit der Blutsverwandtschaft oder der Schwägerschaft verbundenen Unvereinbarkeiten. Der Wille des Gesetzgebers war, die Aneignung eines Gemeinderats durch eine Familie zu vermeiden, was dazu führen könnte, dass diese ihre eigenen Interessen zum Nachteil der Interessen der Gemeinde bevorzugt. Die in Artikel L1121-1 genannten Mitglieder der Gemeindebehörde dürfen weder bis zum zweiten Grad einschließlich miteinander verwandt oder verschwägert sein; sie dürfen auch nicht miteinander verheiratet sein oder gesetzlich zusammenwohnen (Art. L1125-3).

Der Verwandtschaftsgrad (Verwandtschaft in gerader Linie oder Seitenverwandtschaft) wird nach den Regeln des Zivilgesetzbuches (Art. 735 ff) festgelegt.

Beispiel der Berechnung des Verwandtschaftsgrads:

D- C (Söhne), B (Vater), A (Großvater väterlicherseits)

A und B, sowie B und C sind im ersten Grad (in gerader Linie) verwandt

A und C sind im zweiten Grad verwandt. C und D sind im zweiten Grad verwandt;

D und B1 sind im dritten Grad verwandt.

A

B2 B B1

C D

Die Schwägerschaft wird nicht durch das Zivilgesetzbuch definiert. Sie wird aber gewöhnlich als Bund betrachtet, der zwischen jedem Ehepartner mit den Verwandten des anderen Ehepartners besteht. Zwischen den Verwandten jedes der Eheleute hingegen besteht keine Verschwägerung. Paul und Pierre sind die jeweiligen Ehepartner der beiden Schwestern Jacqueline und Suzanne. Paul und Pierre sind nicht verschwägert, obwohl sie in der Volkssprache als Schwager bezeichnet werden. Die beiden Personen "fallen" jedoch unter die Regel der Unvereinbarkeit, weil Artikel L1125-3, § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung denjenigen untersagt, deren Ehepartner oder gesetzlich Zusammenwohnende unter ihnen bis zum zweiten Grad einschließlich verwandt sind, gleichzeitig dem Gemeinderat anzugehören.

Es soll jedoch darauf hingewiesen werden, dass eine zwischen Ratsmitgliedern später eingetretene Verschwägerung nicht zu einem Entzug der betreffenden Mandate führt. Dies trifft auf eine Eheschließung oder ein gesetzliches Zusammenwohnen zwischen Ratsmitgliedern jedoch nicht zu (Art. L1125-3 § 1).

Die Verschwägerung ist ebenfalls als aufgelöst zu betrachten, wenn die Person, aufgrund deren sie bestand, verstirbt.

Was die Folgen dieser Unvereinbarkeit betrifft, hat Artikel L1125-3 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung eine Vorzugsreihenfolge vorgesehen:

- wenn es sich um zwei effektive Ratsmitglieder handelt, richtet die Vorzugsreihenfolge sich nach der Größe der Quotienten, aufgrund deren die von diesen Kandidaten erhaltenen Sitze der betreffenden Liste zuerkannt wurden;
- wenn es sich um ein effektives und ein stellvertretendes Ratsmitglied handelt, betrifft das Verbot, den Sitz einzunehmen, lediglich Letzteres, es sei denn, der von ihm einzunehmende Sitz war vor der Wahl seines Verwandten, Verschwägerten oder Ehepartners frei geworden;

- Zwischen Ersatzmitgliedern, die frei gewordene Sitze einnehmen sollen, wird der Vorrang in erster Linie durch den zuerst frei gewordenen Sitz bestimmt.

Flü Anwendung von Artikel L1125-3, § 2, Abs. 4 (mit der Blutsverwandtschaft verbundene Unvereinbarkeiten) behält der Gewählte, der nicht in sein Amt eingesetzt worden ist, das Recht, zu einem späteren Zeitpunkt zur Eidesleistung zugelassen zu werden. Er wird durch das erste günstig eingestufte Ersatzmitglied der Liste ersetzt, auf der er gewählt worden ist.

Wenn diese Unvereinbarkeit nicht mehr gegeben ist, wird dieses als erstes Ersatzmitglied eingestuft.

2.3 Eidesleistung der Gemeinderatsmitglieder In Anwendung von Artikel L1126-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung leisten die Gemeinderatsmitglieder, die in Artikel L1122-8 erwähnten Vertrauenspersonen, die Mitglieder des Gemeindegremiums vor ihrem Amtsantritt folgenden Eid: "Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam der Verfassung und den Gesetzen des belgischen Volkes."

Der Eid wird ausschließlich in Französisch oder in Deutsch, je nachdem, ob die Gemeinde im französischen oder im deutschen Sprachgebiet gelegen ist, geleistet.

Dieser Eid wird in öffentlicher Sitzung geleistet. Die Gemeinderatsmitglieder leisten den Eid vor dem Vorsitzenden des Rates (S. 2.1).

3. RANGFOLGE DER GEMEINDERATSMITGLIEDER

Artikel L1122-18 verweist auf die allgemeine Dienstordnung für die Festlegung der Bedingungen betreffend die Aufstellung der Rangordnungstabelle der Gemeinderatsmitglieder. Es wird hingegen empfohlen, eine unterschiedliche Beschlussfassung zur Festlegung der Rangordnungstabelle zu verabschieden, so dass man keine formelle Änderung der allgemeinen Dienstordnung vornehmen muss.

4. EINSETZUNG DES BÜRGERMEISTERS UND DER SCHÖFFEN

4.1 Grundsatz: Annahme eines Mehrheitsabkommens Das Mehrheitsabkommen bildet ein wesentliches Dokument, das von den politischen Fraktionen unterzeichnet wird, die beim Gemeinderat eine Mehrheit bilden werden; somit ermöglicht dieses Dokument die Bildung des Gemeindegremiums.

In Anwendung von Artikel L1123-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung werden die Abkommensentwürfe spätestens am 2. Montag des Monats November nach den Wahlen, d.h. am 12. November 2012, dem Gemeindegemeinschafter vorgelegt.

Der Abkommensentwurf enthält die Angabe der beteiligten politischen Fraktionen [2], die Identität des Bürgermeisters, der Schöffen, sowie diejenige des voraussichtlichen Vorsitzenden des Sozialhilferats, wenn die auf ihn anwendbare Gesetzgebung seine Anwesenheit innerhalb des Gemeindegremiums vorsieht. Er weist Personen beider Geschlechter auf.

Der Abkommensentwurf wird von den gesamten darin bezeichneten Personen und von der Mehrzahl der Mitglieder jeder politischen Fraktion unterzeichnet, von der mindestens ein Mitglied vorgeschlagen wird, um am Kollegium teilzunehmen (Artikel L1123-1 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung).

Wenn sich eine Fraktion nur aus zwei Mitgliedern zusammensetzt, wird der Abkommensentwurf von mindestens einem der beiden unterzeichnet.

Die Gültigkeit eines Abkommens, das vorsorglich von einem oder mehreren Ersatzmitgliedern unterzeichnet wäre, würde keinesfalls in Frage gestellt. In diesem Fall müssten die Unterschriften der Ersatzmitglieder jedoch die aufschiebende Bedingung der Eidesleistung als effektives Mitglied des Rates aufweisen. (schriftliche Frage Nr. 7 (2006-2007)1 vom 3. Oktober 2006 seitens des Abgeordneten CHERON)

Andererseits spricht nichts dagegen, dass das Ersatzmitglied, das wegen des Rücktritts eines Mitglieds den Eid geleistet hat, das Abkommen während der Sitzung, jedoch vor seiner Annahme, unterzeichnet.

Spätestens innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der Gültigkeitserklärung der Wahlen wird das Mehrheitsabkommen mit Stimmenmehrheit der anwesenden Ratsmitglieder verabschiedet.

Wenn kein Mehrheitsabkommen innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der Gültigkeitserklärung der Wahlen vorgelegt und verabschiedet worden ist, kann ein Regierungskommissar bezeichnet werden. Er regelt die laufenden Angelegenheiten anstelle des Kollegiums, das diese Aufgabe aufgrund des Artikels L1121-2 des Kodex übernahm.

Der Punkt bezüglich der Annahme des Mehrheitsabkommens wird bis zu seiner Verabschiedung auf die Tagesordnung einer jeden Ratssitzung gesetzt (Art. 1123-1, § 3).

4.2 Benennung des Bürgermeisters

Kraft Artikel L1123-4 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird das Ratsmitglied belgischer Staatsangehörigkeit, das die meisten Vorzugsstimmen in der Liste mit den meisten Stimmen unter den in Anwendung des Artikels L1123-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung am Mehrheitsabkommen beteiligten politischen Fraktionen erhalten hat, von Rechts wegen zum Bürgermeister gewählt. Bei Stimmengleichheit ist die Reihenfolge in der Liste maßgebend.

Wenn das Ratsmitglied, das das Amt des Bürgermeisters ausüben muss, darauf verzichtet, oder wenn es unbeschadet des Artikels L1123-14 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung dieses Amt endgültig aufgeben muss, wird jeweils das Ratsmitglied belgischer Staatsangehörigkeit, das nach ihm in derselben politischen Fraktion die höchste Anzahl der Stimmen erhalten hat, von Rechts wegen zum Bürgermeister gewählt, usw.

Wenn alle Ratsmitglieder der am Mehrheitsabkommen beteiligten politischen Fraktion, die bei den letzten Wahlen die meisten Vorzugsstimmen erhalten hat, darauf verzichten, dieses Amt auszuüben, wird dasjenige Ratsmitglied zum Bürgermeister gewählt, das die meisten Vorzugsstimmen in der am Mehrheitsabkommen beteiligten politischen Fraktion erhalten hat, die bei den letzten Wahlen die zweithöchste Stimmenanzahl erhalten hat.

Das Ratsmitglied, das bei den Wahlen einen der ersten drei Plätze der in Artikel L4112-4, § 2 genannten Kandidatenliste innehatte und das darauf verzichtet, das ihm zukommende Amt des Bürgermeisters auszuüben oder das auf dieses Amt verzichtet, nachdem es dieses ausgeübt hat, darf während der Legislaturperiode nicht Mitglied des Gemeindegremiums sein.

4.3 Überprüfung von Gründen der Unvereinbarkeit Laut den Bestimmungen von Artikel L1125-2, 2° des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung dürfen Bedienstete und Mitglieder der Steuerverwaltungen in Gemeinden, die in ihr Zuständigkeitsgebiet beziehungsweise in ihren Amtsbereich fallen, nicht Mitglieder des Gemeindegremiums sein, außer wenn von der Regierung Abweichungen gestattet werden.

Bei den erwähnten Steuerverwaltungen handelt es sich um die Dienststellen, die die Festlegung der Steuerungsgrundlage, die Aufteilung und die Beitreibung von Steuern und Gebühren oder die Verwaltung der Staatsdomäne zur Aufgabe haben, d.h. insbesondere:

- die Allgemeine Steuerverwaltung;
- die Verwaltung der Steuersonderinspektion;
- die Verwaltung der direkten Steuern;
- die Mehrwertsteuer-, Registrierungs- und Domänenverwaltung;
- die Katasterverwaltung;
- die Zoll- und Akzisenverwaltung;
- das Hypothekenamt.

Der Kommentar von Artikel L1125-3 des Kodex betreffend die Gemeinderatsmitglieder (s. Seite 7 des vorliegenden Rundschreibens) gilt ebenfalls für die Mitglieder des Gemeindegremiums.

Es gibt ebenfalls Anlass, zu überprüfen, dass in Anwendung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung keine Unvereinbarkeit die Einsetzung des voraussichtlichen Vorsitzenden des Sozialhilferats im Kollegium verhindert. Was den Letzteren betrifft, summieren sich die durch den Kodex und das Grundlagengesetz über die öffentlichen Sozialhilfezentren festgesetzten Unvereinbarkeiten, weil er in den beiden lokalen Körperschaften gültig sitzen können muss.

4.4 Vorsitz über die Einsetzungssitzung - Eidesleistung

4.4.1. Eidesleistung des Bürgermeisters

Es gibt zwei voneinander zu unterscheidende Situationen:

- 1. Hypothese : der ausscheidende Bürgermeister ist als Gemeinderatsmitglied wiedergewählt worden

Der wiedergewählte ausscheidende Bürgermeister eröffnet die Sitzung vom 3. Dezember 2012 (das ausscheidende Kollegium gewährleistet dabei die Kontinuität).

Nachdem er die Wahlen für gültig erklärt, die Mandate der Ratsmitglieder geprüft (Unvereinbarkeiten - Wählbarkeitsbedingungen), und die etwaigen Rücktritte zur Kenntnis genommen hat, leistet er als erster den Eid als Gemeinderatsmitglied vor dem ausscheidenden ersten Schöffen oder dem vom Bürgermeister beauftragten Schöffen, ob er wiedergewählt wurde oder nicht.

Der als Gemeinderatsmitglied wiedergewählte Bürgermeister übernimmt weiterhin den Vorsitz des Gemeinderats. Danach erhält er die Eidesleistung der anderen gewählten Ratsmitglieder bis zur Annahme des Mehrheitsabkommens.

Danach wird das Mehrheitsabkommen angenommen:

o Wenn der wiedergewählte ausscheidende Bürgermeister wieder Bürgermeister wird, leistet er den Eid als Bürgermeister, d.h. vor dem ausscheidenden ersten Schöffen, ob dieser wiedergewählt wurde oder nicht.

o Wenn der wiedergewählte ausscheidende Bürgermeister nicht mehr Bürgermeister wird, leistet der neue Bürgermeister (dessen Name im Mehrheitsabkommen genannt wird) den Eid als Bürgermeister vor dem Vorsitzenden des Rates, d.h. vor dem wiedergewählten ausscheidenden Bürgermeister.

- 2. Hypothese : der ausscheidende Bürgermeister ist nicht wiedergewählt worden

Der nicht wiedergewählte ausscheidende Bürgermeister eröffnet die Sitzung vom 3. Dezember 2012 (das ausscheidende Kollegium gewährleistet dabei die Kontinuität).

Nachdem er die Wahlen für gültig erklärt, die Mandate der Ratsmitglieder geprüft (Unvereinbarkeiten - Wählbarkeitsbedingungen), und die etwaigen Rücktritte zur Kenntnis genommen hat, erhält er die Eidesleistung als Gemeinderatsmitglied des wiedergewählten ausscheidenden ersten Schöffen (sonst in der Rangfolge).

Der wiedergewählte ausscheidende erste Schöffe übernimmt den Vorsitz und erhält die Eidesleistung der Gemeinderatsmitglieder.

Danach wird das Mehrheitsabkommen angenommen:

- wenn der wiedergewählte ausscheidende erste Schöffe der künftige Bürgermeister ist, leistet er den Eid als Bürgermeister, d.h. vor dem wiedergewählten ausscheidenden zweiten Schöffen (oder sonst in der Rangfolge);

- wenn der neue Bürgermeister ein neu gewähltes Ratsmitglied ist, leistet er den Eid vor dem Vorsitzenden der Sitzung, d.h. vor dem wiedergewählten ausscheidenden ersten Schöffen;

4.4.2 Eidesleistung der Schöffen

Die für die Schöffen vorgesehene Eidesleistung ist nicht mit dem Eid zu verwechseln, den die Ratsmitglieder ablegen. Als Schöffe wird er wieder vor dem Bürgermeister, in dessen Eigenschaft als Sitzungsvorsitzender, den Eid leisten müssen.

4.4.3. Eidesleistung des Vorsitzenden des ÖSHZ

In allen Fällen wird der Vorsitzende des ÖSHZ nur ab seiner Einsetzung innerhalb des Sozialhilferats den Eid als Mitglied des Gemeindekollegiums leisten können. Im übrigen wird auf das Rundschreiben über die Erneuerung der ÖSHZ hingewiesen.

5. COMINES-WARNETON, Diese Gemeinde unterliegt einem Sonderstatut, das sich aus dem sogenannten Gesetz zur Befriedung ergibt. Folglich werden die neuen Prinzipien, die durch das Dekret vom 8. Dezember 2005 in den Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung eingefügt worden sind, dort nicht anwendbar (Benennung des Bürgermeisters, Ausdehnung des Kollegiums auf den Vorsitzenden des Sozialhilferats, Verabschiedung eines Mehrheitsabkommens). Sie unterliegt weiterhin den Bestimmungen des neuen Gemeindegesetzes.

Laut Artikel 77bis, § 2 des Gemeindegewahlgesetzes werden die Zuständigkeiten des Provinzkollegiums im Fall eines Streitfalls in Bezug auf die Wahl der Gemeinderatsmitglieder und Schöffen der Gemeinden Comines-Warneton von dem in Artikel 131bis des Provinzialgesetzes vorgesehenen Kollegium der Provinzgouverneure wahrgenommen.

Der zweite Absatz von Artikel 14 des neuen Gemeindegesetzes bestimmt dass, wenn, in Comines-Warneton bei der Einsetzung des Gemeinderats nach seiner vollständigen Erneuerung der Bürgermeister nicht ernannt ist, der Gemeinderat einen Schöffen oder ein Gemeinderatsmitglied bezeichnet, der bzw. das das Amt des Bürgermeisters in Erwartung dieser Ernennung ausüben wird.

Ein diensttuender Bürgermeister muss demnach benannt werden, ob der ausscheidende Bürgermeister als Gemeinderatsmitglied wiedergewählt worden ist oder nicht, wenn der Bürgermeister noch nicht ernannt worden ist oder noch nicht den Eid geleistet hat.

Ist dies der Fall, nimmt der neu eingesetzte Gemeinderat nach der Eidesleistung der direkt gewählten Ratsmitglieder und Schöffen vor der mit dem Vorsitz der Sitzung beauftragten Person die Benennung eines Schöffen oder eines Ratsmitglieds vor, um das Amt des Bürgermeisters auszuüben, bis der neue Bürgermeister den Eid in dieser Eigenschaft geleistet hat. Die Einberufung für die Einsetzungssitzung vermerkt, dass ein Vertreter gemäß Artikel 14, Absatz 2 des neuen Gemeindegesetzes bezeichnet wird.

Obwohl sie direkt gewählt sind, müssen die Schöffen von Comines-Warneton den Eid zweimal leisten : die Eidesleistung als Gemeinderatsmitglied muss zum Zeitpunkt der Einsetzung des Betreffenden in dieser Eigenschaft erfolgen, und die Eidesleistung als Schöffe wird nach vollendeter Einsetzung des Gemeinderates vorgenommen.

Jegliche zusätzliche Informationsanfrage sowie jegliche dringende Mitteilung kann an die DGO5 gerichtet werden:
 Direction de la Législation organique des Pouvoirs locaux
 Avenue Bovesse 100, 5100 Namur (Jambes)
 081-32 36 32
 + legislationorganique.pouvoirslocaux@spw.wallonie.be
 È 081-32 32 38

Mit freundlichen Grüßen.

Der Minister für lokale Behörden und Städte,
 P. FURLAN

[1] Das Amtsalter wird nach den in der allgemeinen Dienstordnung festgelegten Modalitäten bestimmt.

[2] Die politische Fraktion setzt sich aus dem oder den Ratsmitgliedern zusammen, die bei den Wahlen auf derselben Liste gewählt wurden.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2012/205341]

6 SEPTEMBER 2012. — Omzendbrief betreffende de geldigverklaring van de verkiezingen en de installatie van de gemeenteraadsleden en van het gemeentecollege

Aan de Heren Gouverneurs,
 Aan de Dames en Heren Leden van de provinciecolleges,
 Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen,
 Dames en Heren,

Na de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2012 zullen de gemeenteraden geheel vernieuwd zijn. Overeenkomstig artikel L1122-3, derde lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt de gemeenteraad op de eerste maandag van december na de verkiezingen geïnstalleerd, nl. op 3 december 2012.

Zoals bepaald in artikel L1121-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie blijven de leden van de aftredende gemeenteraad aan totdat de geloofsbriefen van hun opvolgers zijn onderzocht en hun installatie heeft plaatsgehad. Dit geldt volgens diezelfde bepaling eveneens voor de uittreedende leden van het gemeentecollege.

De hernieuwing van de gemeenteraden heeft de installatie van het nieuwe gemeentecollege als gevolg.

Het is absoluut noodzakelijk dat deze installatieprocedures in de beste omstandigheden verlopen, zodat de nieuwe gemeentelijke instanties, telkens als er geen belemmering is die dat verhindert, zo spoedig mogelijk in functie kunnen treden.

Deze omzendbrief strekt ertoe aan de geldende bepalingen betreffende de voormelde procedures te herinneren en de toepassing ervan nader te omschrijven.

1. GELDIGVERKLARING VAN DE VERKIEZINGEN DOOR HET PROVINCIECOLLEGE

1.1 Algemeen principe De geldigverklaring van de verkiezingen komt het provinciecollege toe, ongeacht of een kandidaat bezwaar ingediend heeft.

In deze materie doet het provinciecollege uitspraak als administratief rechtscollege (art. L4146-9 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie).

1.2 Gewone bezwaren. Elk bezwaar moet, op straffe van verval, worden ingediend binnen tien dagen na het opstellen van het proces-verbaal van de verkiezing (artikel L4146-8, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie).

Gesteld dat het proces-verbaal opgesteld is op 15 oktober 2012, dan is de uiterste datum voor het indienen van een bezwaar 25 oktober 2012. Met andere woorden, het bezwaar moet hetzij uiterlijk op die datum aan de provinciegriffier overhandigd worden, in welk geval een ontvangstbewijs overhandigd zal worden, hetzij aan die ambtenaar gezonden worden bij een uiterlijk op dezelfde datum ter post neergelegde aangetekende zending, waarbij het postmerk als datum geldt.

Het provinciecollege doet uitspraak over een bezwaar binnen een termijn van dertig dagen na de indiening ervan (artikel L4146-12, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie). Het vertrekpunt voor de termijn is de dag die volgt op de overhandiging van het bezwaar aan de provinciegriffier of de dag volgend op de postdatum in geval van een aangetekende zending.

Nog steeds als voorbeeld : in de hierboven beschouwde veronderstelling en in het geval er op 25 oktober 2012 een bezwaar is ingediend, is 24 november 2012 de uiterste datum waarop het provinciecollege uitspraak moet doen.

Als het provinciecollege binnen de voorgeschreven termijn van dertig dagen geen uitspraak heeft gedaan, wordt het bezwaar als verworpen beschouwd en wordt de verkiezing definitief geldig verklaard.

In werkelijkheid kunnen voor een bepaalde verkiezing verscheidene bezwaren ingediend worden op verschillende data. Aangezien het provinciecollege slechts na het verstrijken van de voormelde termijn van tien dagen zeker kan zijn dat er geen bezwaar meer zal worden ingediend, kan de definitieve geldigverklaring van de verkiezing ten vroegste pas op dat ogenblik plaatsvinden. Bovendien moet voor elk bezwaar de maximale termijn van dertig dagen in acht genomen worden om uitspraak te doen; met andere woorden, de bezwaren betreffende een bepaalde verkiezing kunnen slechts gegroepeerd worden als de termijn van dertig dagen nageleefd werd voor het bezwaar dat het eerst na de verkiezing werd ingediend.

Het provinciecollege doet uitspraak als administratief rechtscollege, ongeacht de manier waarop de verkiezingen geldig verklaard worden, hetzij door beslissing inzake geldigverklaring, al of niet op bezwaar, hetzij door validatie van ambtswege door het verstrijken van de termijnen.

Daartoe zij verwezen naar het advies van de Raad van State van 15 april 1964 over een wetsvoorstel tot oprichting van de provinciale administratieve rechtbanken - *St. Kamer van Volksvertegenwoordigers*, zitting 1963-1964, 652, bladzijde 6; deze rechtspraak werd bevestigd door de wet van 22 maart 1999, die artikel 75, § 3, in de gemeentekieswet heeft ingevoegd, dat artikel L4146-9 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie is geworden).

Het provinciecollege dient zich uit te spreken over de geldigverklaring van de verkiezingen binnen de termijn die het door de wet wordt gesteld en het wordt ernstig aanbevolen de hele voorgeschreven termijn slechts te gebruiken om in de nodige gevallen te beslissen.

Ik moet regelmatig geïnformeerd worden over de bezwaren die bij het provinciecollege werden ingediend. Op initiatief van de provinciegouverneur zal me dus een afschrift van ieder bezwaar worden verstrekt zodra het in ontvangst is genomen, alsmede een afschrift van iedere beslissing die het provinciecollege neemt in verband met de geldigverklaring van een verkiezing, ongeacht of er een bezwaar is ingediend, alsook de vaststelling dat er geen beslissing is genomen.

De gouverneurs worden tevens verzocht bedoelde bezwaren en beslissingen door te faxen op het nummer 081-32 32 65 t.a.v. de permanente cel "Verkiezingen 2012".

1.3 Beroep bij de Raad van State tegen de beslissing van het provinciecollege Artikel L4146-15 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie stelt dat degenen aan wie kennis moet worden gegeven van de beslissing van het provinciecollege, dat wil zeggen krachtens de artikelen L4146-13 en L4146-14, de betrokken gemeenteraad en de kandidaten die een bezwaar indienden, binnen acht dagen na de kennisgeving beroep kunnen instellen bij de Raad van State.

Het beroep bij de Raad van State is niet opschortend, behoudens wanneer het beroep gericht is tegen een beslissing van de bestendige deputatie die een vernietiging van de verkiezingen of een wijziging in de zetelverdeling inhoudt.

De rechtspleging voor dit Hoge Rechtscollege wordt geregeld bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956 tot vaststelling van de procedure voor de afdeling administratie van de Raad van State, in geval van beroep voorzien bij het voormelde artikel 76bis van de gemeentekieswet (dat artikel L4146-15 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie is geworden), gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 september 1982 en 28 oktober 1994.

De middelen welke de verzoeker voor het provinciecollege had kunnen doen gelden en die hij voor het eerst voor de Raad van State inroept, zijn niet ontvankelijk (R.v.St., 17 februari 1959, gem.verkiez. Stokkem, nr. 6873).

2. INSTALLATIE VAN DE GEMEENTERAADSLEDEN.

2.1 Oproeping voor de eerste installatievergadering. Overeenkomstig artikel L1122-3, derde lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt de gemeenteraad op de eerste maandag van december na de verkiezingen geïnstalleerd, nl. op 3 december 2012.

De installatie van de nieuwe gemeenteraad mag evenwel slechts plaatsvinden wanneer die, in geval van opschortend beroep bij de Raad van State, de kennisgeving bedoeld in artikel L4146-15, tweede lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie heeft ontvangen.

Het uittredend college van burgemeester en schepenen roept daartoe alle verkozen kandidaten op met de vermelding dat de vergadering hun eedaflegging tot doel heeft, en in voorkomend geval de aanneming van het meerderheidspact, alsook de eedaflegging van de burgemeester en van de schepenen, indien het meerderheidspact wordt aangenomen.

Overeenkomstig artikel L1126-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie worden verondersteld afstand te doen van hun mandaat de verkozenen die, na het ontvangen van twee achtereenvolgende oproepingen om de eed af te leggen, zich zonder wettige reden onthouden van het vervullen van die formaliteit.

Ten einde betwistingen te voorkomen, moet op die twee schriftelijke oproepingen zeer duidelijk het voorwerp van de vergaderingen voorkomen en op de tweede oproeping daarnaast een weergave van de volledige tekst van bovenvermeld artikel L1126-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Zij worden verstuurd naar de woonplaats van de verkozenen met een aangetekende brief of eigenhandig overhandigd tegen afgifte van een afgiftewijs, ten minste zeven volle dagen voor de dag van de vergadering, er zorg voor dragend dat er ten minste zeven volledige dagen - van 0 tot 24 uur - liggen in de dag van de verzending of van de afgifte en de dag van de vergadering (artikel L1122-3, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie). Als de vergadering wel degelijk op 3 december 2012 is gepland, moet de uitnodiging tot de vergadering uiterlijk op zaterdag 24 november 2012 bij aangetekend schrijven toegezonden worden of eigenhandig overhandigd worden op zondag 25 november 2012.

Krachtens artikel L1122-4 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie kan elke verkozen kandidaat, nadat zijn verkiezing geldigheid heeft verkregen, voor zijn installatie afstand doen van zijn mandaat. Om geldig te zijn, moet die afstand schriftelijk ter kennis worden gebracht van de gemeenteraad die daarvan akte neemt in een met redenen omklede beslissing. Deze beslissing wordt door toedoen van de gemeentesecretaris ter kennis van de betrokkene gebracht. Een beroep, gegrond op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan tegen deze beslissing ingesteld worden. Het moet ingesteld worden binnen acht dagen na de kennisgeving ervan.

De afstand wordt definitief en kan bijgevolg niet meer worden ingetrokken, zodra de raad er akte van heeft genomen. Er wordt dan tijdens de vergadering overgegaan tot de installatie van een opvolger in de hoedanigheid van lid-titularis, na onderzoek van zijn geloofsbrieven.

Voor de aanneming door de raad van het meerderheidspact bedoeld in artikel L1123-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, wordt de raad voorgezeten door het gemeenteraadslid dat aan het einde van de vorige legislatuur de functie van burgemeester of, in voorkomend geval, een functie van schepenen en met de hoogste rang uitoefende of, in voorkomend geval, een functie van raadslid in orde van hun anciënniteit in de raad [1]. Bij gelijke anciënniteit, wordt de oudste gekozen onder de politieke fracties die de beginselen van de democratie in acht nemen, zoals, onder anderen, verwoord door Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of welke andere genocide ook, alsmede de rechten en vrijheden gewaarborgd door de Grondwet.

In voorkomend geval wordt de raad voorgezeten door de kandidaat die bij de laatste verkiezingen de meeste voorkeursstemmen heeft verkregen op de lijst met het grootste kiescijfer.

2.2 Verificatie van het gebrek aan onverenigbaarheden

2.2.1. Bepalingen van het wetboek.

De onverenigbaarheden worden in de artikelen L1125-1 tot L1125-7 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie opgesomd.

Voor een vlotte raadpleging wordt verwezen naar de portaalsite van de plaatselijke besturen, <http://pouvoirs.locaux.be>, waar de onverenigbaarheden vormelijk in vier tabellen worden opgelijst.

"Art. L1125-1. Van de gemeenteraden noch van de gemeentecolleges kunnen niet deel uitmaken :

1° de provinciegouverneurs, de gouverneur en vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, de adjunct-gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant;

2° de leden van het provinciecollege en de leden van het college ingesteld bij artikel 83*quinquies*, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen;

3° de provinciegriffiers;

4° de arrondissementscommissarissen;

5° (..)

6° zij die personeelslid zijn of een toelage of een wedde ontvangen van de gemeente, met uitzondering van de vrijwillige brandweerlieden;

7° de beambten van het bosbeheer, wanneer hun bevoegdheid zich uitstrekt tot beboste eigendommen die aan het bosbeheer onderworpen zijn en die toebehoren aan de gemeente waarin zij hun ambt wensen uit te oefenen;

8° elke persoon die een ambt of mandaat uitoefent dat gelijkwaardig is aan dat van gemeenteraadslid, schepen of burgemeester in een lokale basisoverheid van een andere lidstaat van de Europese Unie. De Regering maakt een niet limitatieve lijst op van de ambten of mandaten die als gelijkwaardig beschouwd worden;

9° de leden van de hoven, rechtbanken, parketten en de griffiers van de rechterlijke orde.

10° de adviseurs bij de Raad van State;

11° de secretarissen en de ontvangers van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van het ambtsgebied van de gemeente.

De bepalingen van het eerste lid, 1° tot en met 11°, gelden eveneens voor de niet-Belgische onderdanen van de Europese Unie die in België verblijven voor de uitoefening door hen in een andere lidstaat van de Europese Unie van ambten die gelijkwaardig zijn aan de ambten die bij deze bepalingen zijn bedoeld.

Art. L1125-2. Naast de onverenigbaarheden bedoeld in artikel L1125-1 kunnen geen lid zijn van het gemeentecollege :

1° de bedienaren van de erediensten en de vrijzinnige afgevaardigden;

2° de agenten der fiscale besturen, in de gemeenten die tot hun werk- of ambtsgebied horen, behoudens door de regering toegestane afwijking;

3° de echtgenoot of wettelijk samenwonende van de gemeentesecretaris of van de gemeenteontvanger.

4° de ambtenaren-generaal die onder de mandaatregeling vallen van de diensten van de federale Regering, de Regering van een Gewest of van een Gemeenschap, van de openbare instellingen die ervan afhangen;

5° de houders van een ambt in een openbare instelling dat erin bestaat een algemene directie te leiden.

Voor wat betreft het schepenmandaat, gelden de bepalingen van het eerste lid eveneens voor de niet-Belgische onderdanen van de Europese Unie die in België verblijven voor de uitoefening door hen in een andere lidstaat van de Europese Unie van ambten die gelijkwaardig zijn aan de ambten die bij deze bepalingen zijn bedoeld.

Art. L1125-3. § 1. De leden van het gemeentebestuur bedoeld in artikel L1121-1 van dit Wetboek mogen geen bloed- of aanverwanten zijn tot en met de tweede graad, noch door de echt verbonden zijn of wettelijk samenwonen.

Personen wier echtgenoten of wettelijk samenwonenden elkaars bloedverwanten zijn in de eerste of de tweede graad, kunnen niet tegelijk deel uitmaken van de gemeenteraad.

"§ 2. Worden bloed- of aanverwanten in één van die graden of twee wettelijk samenwonenden gekozen bij éénzelfde verkiezing, dan wordt de voorkeur bepaald door de grootte van de quotiënten op grond waarvan de door die kandidaten verkregen zetels aan hun lijst zijn toegekend.

Worden twee bloed- of aanverwanten in een verboden graad of twee echtgenoten of twee wettelijk samenwonenden gekozen, de een tot raadslid, de ander tot opvolger, dan geldt het verbod om zitting te nemen alleen voor de opvolger, tenzij de plaats waarvoor hij in aanmerking komt, opgevallen is vóór de verkiezing van zijn bloedverwant, aanverwant of echtgenoot.

In opvolgers die voor opgevallen plaatsen in aanmerking komen, wordt de voorrang allereerst bepaald naar tijdsorde van de vacatures.

De verkozenen die onder de in de leden 1 tot 3 bedoelde omstandigheden niet geïnstalleerd is, behoudt het recht om later de eed te mogen afleggen en wordt vervangen door de opvolger die in aanmerking komt op de lijst waarop hij verkozen werd.

Wanneer de onverenigbaarheid ophoudt, wordt laatstgenoemde als eerste opvolger gerangschikt.

§ 3. Aanverwantschap die later tot stand komt onder de leden van de raad, heeft geen verval van hun mandaat als gevolg. Dit geldt niet voor het geval van huwelijk of van het wettelijk samenwonen in de leden van de raad.

De aanverwantschap wordt geacht op te houden bij overlijden van de persoon door wie zij tot stand is gekomen.

Art. L1125-4. Er bestaat onverenigbaarheid in de ambten van secretaris en ontvanger enerzijds en die van burgemeester, schepen, gemeenteraadslid anderzijds.

In gemeenten met minder dan 1 000 inwoners evenwel kan de provinciegouverneur machtiging verlenen tot het gelijktijdig bekleden van de genoemde ambten, uitgezonderd het burgemeesterschap, dat in geen geval in éénzelfde gemeente tegelijk met het ambt van ontvanger mag worden bekleed.

De bij dit artikel bedoelde machtigingen tot cumulatie kunnen te allen tijde worden ingetrokken.

Art. L1125-5. De tot gemeenteraadslid gekozen kandidaat die een met het lidmaatschap van de raad onverenigbaar ambt vervult, die aan een onderneming deelneemt of een beroep of ambacht uitoefent waarvoor hij een wedde of een toelage van de gemeente ontvangt, wordt niet tot beëdiging toegelaten zolang de oorzaak van de onverenigbaarheid bestaat.

De gekozen kandidaat die binnen één maand na een tot hem gericht verzoek van het college van burgemeester en schepenen, niet afziet van het onverenigbare ambt of van de door de gemeente verleende wedde of toelagen, wordt geacht het hem toegekende mandaat niet te aanvaarden.

Art. L1125-6. Een gemeenteraadslid dat een met zijn mandaat onverenigbaar ambt of een wedde of toelage van de gemeente aanvaardt, houdt op deel uit te maken van de raad met overeenkomstige toepassing van artikel L1122-5, indien hij binnen vijftien dagen na het tot hem gerichte verzoek van het college van burgemeester en schepenen niet afziet van het onverenigbaar ambt of van de door de gemeente verleende wedde of toelage.

Art. L1125-7. Het raadslid dat in één van de toestanden van onverenigbaarheid bedoeld in de artikelen L1125-5 en L1125-6 verkeert, mag zijn ambt niet meer blijven uitoefenen.

Het college stelt er de raad en de betrokkene in kennis van. Laatstgenoemde kan zijn verweermiddelen binnen een termijn van vijftien dagen mededelen aan het college. De raad neemt akte van het verlies van de ene of de andere verkiesbaarheidsvereisten en stelt het verval van rechtswege vast. Hij gaat tot de vervanging van het betrokken lid over.

Een beroep, gegrond op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan tegen deze beslissing ingesteld worden. Het wordt ingesteld binnen acht dagen na de kennisgeving ervan.

Indien de betrokkene, zelfs bij ontstentenis van enige kennisgeving, zijn bediening blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van het verval, is hij strafbaar met de straffen bepaald in artikel 262 van het Strafwetboek.

2.2.2 Onderzoek naar bepaalde onverenigbaarheden.

2.2.2.1 Beginselen

De onverenigbaarheid bestaat in de wettelijke onmogelijkheid om twee functies gelijktijdig uit te oefenen. De persoon moet dus kiezen : afstand doen van de tot dat moment uitgeoefende functie of afzien van de uitoefening van de nieuwe functie die haar wordt voorgesteld.

Wanneer het provinciecollege over de geldigheid van de gemeenteraadsverkiezingen en over de geloofsbrieven van de gemeenteraadsleden en verkozen opvolgers, dan heeft het alleen maar tot taak na te gaan of de kiesverrichtingen hebben plaatsgehad overeenkomstig de wettelijke bepalingen en te onderzoeken of de verkozenen voldoen aan de voorwaarden inzake verkiesbaarheid. Het college is dus niet bevoegd om te beslissen dat een van de gemeenteraadsleden van wie het de geloofsbrieven heeft gevalideerd zich, op het ogenblik van zijn installatie, in het betrokken geval van onverenigbaarheid zal bevinden (R.v.St., arresten nr. 14.476 van 27 januari 1971, nr. 14.679 van 22 april 1971 en nr. 15.454 van 14 juli 1972).

Bijgevolg is het de persoon, die belast is met het voorzitterschap bij de installatie van de raad, die moet waken over de toepassing van deze bepaling van het wetboek; hij moet dus, met inachtneming van deze bepaling, diegene van de twee verkozenen die geen zitting mag hebben in de raad aanwijzen en hij moet weigeren deze persoon te beëdigen.

2.2.2.2. De onverenigbaarheden van functies (bedoeld in het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie). Naar onze mening moet een bijzondere aandacht worden besteed aan één van deze onverenigbaarheden. Het gaat om die bedoeld in artikel L1125-1, 6° van het wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie :

"zij die personeelslid zijn of een toelage of een wedde ontvangen van de gemeente, met uitzondering van de vrijwillige brandweerlieden".

Men is het erover eens dat deze onverenigbaarheid op de volgende personen wordt toegepast :

- het personeel van de gemeente in het algemeen (met inbegrip van het contractueel personeel) ongeacht het bedrag van de wedde of van de subsidiëring. Deze onverenigbaarheid is ook van toepassing op de gemeentelijke onderwijzers aangezien de gemeenten hun wedden uitbetaalt, niettegenstaande een tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap,

- het personeel dat een speciaal verlof geniet (bv. terbeschikkingstelling van het personeel wegens persoonlijke aangelegenheden) indien de juridische band met de gemeente blijft bestaan;

- de secretarissen en ontvangers (die eventueel behoudens de uitzondering van artikel L1125-4 in de gemeenten van minder dan 1 000 inwoners ook geen schepenen mogen zijn) van dezelfde gemeente.

Men is het erover eens dat deze bepaling niet op de volgende personen wordt toegepast :

- het gepensioneerde personeel : de gemeente heeft geen discretionaire beleidsvrijheid en de betrokkene kan een subjectief recht laten gelden, dat voortvloeit uit de gewone toepassing van de vigerende wetten en verordeningen;

- degenen die een bezoldiging van de gemeente voor een toevallig werk innen.

2.2.2.3. De in de specifieke reglementeringen ingeschreven onverenigbaarheden Men kan met name wijzen op :

- de onverenigbaarheid van de functies van de rechterlijke orde met de uitoefening van een openbaar mandaat dat door verkiezing wordt toevertrouwd (Gerechtelijk Wetboek, art. 293 en 300);

- de onverenigbaarheid in de hoedanigheid van personeelslid van het O.C.M.W. (met inbegrip van de beoefenaars der geneeskunde) met het mandaat van burgemeester of gemeenteraadslid uitgeoefend in het territoriaal van het ambtsgebied van het O.C.M.W.; deze onverenigbaarheid wordt gerechtvaardigd door de organische band die in de gemeente en het O.C.M.W. bestaat (organieke wet O.C.M.W., art. 49, § 4);

- de onverenigbaarheid van de functies van de rechterlijke orde met de uitoefening van een openbaar mandaat dat door verkiezing wordt toevertrouwd (wet 6 januari 1989 over het Arbitragehof, art. 44);

- er bestaat een overenigbaarheid in de functies van leden van de Raad van State (met inbegrip van de leden van het administratief personeel van de Raad van State onder voorbehoud van afwijkingen) en die van een openbaar mandaat dat door verkiezing wordt toevertrouwd (gecoördineerde wetten op de Raad van State, art. 107 en 110);

- de functies van deskundige (in de zin van art. 2 van het koninklijk besluit van 9 maart 1953 betreffende de handel in slachtvees en houdende reglementering van de keuring der hier te lande geslachte dieren) zijn onverenigbaar met de uitoefening van een mandaat van burgemeester, schepenen of gemeenteraadslid wanneer de benoeming van de gemeenteraad uitgaat.

2.2.2.4. De onverenigbaarheden gebonden aan bloed- of aanverwantschap Het was de wil van de wetgever om te voorkomen dat één enkele familie een gemeenteraad zou overheersen, wat ertoe zou kunnen leiden dat ze haar eigen belangen zou voorttrekken op de belangen van de gemeente. De leden van de raad bedoeld in artikel L1121-1 mogen dus geen bloed- of aanverwanten zijn tot en met de tweede graad, noch door de echt verbonden zijn of wettelijk samenwonen (art. L1125-3).

De graad van verwantschap (in de rechte of zijlinie) wordt bepaald volgens de regels van het Burgerlijk Wetboek (art. 735 en volgende). Voorbeeld van de berekening van het familieverband :

D-C (zoon), B (vader), A (grootvader langs vaderszijde);

A en B, alsmede B en C zijn verwanten in de eerste graad (in de rechte linie)

A en C zijn verwanten in de tweede graad. C en D zijn verwanten in de tweede graad.

D en B1 zijn verwanten in de derde graad.

B

B2 B B1

C D

Aanverwantschap wordt niet omschreven door het Burgerlijk Wetboek maar wordt ook beschouwd als de band die bestaat in elk van de echtgenoten en de verwanten van de echtgenoot (-genote). Daarentegen bestaat er geen aanverwantschap in de verwanten van elk van de echtgenoten. Paul en Pierre zijn de respectieve echtgenoten van twee zusters, Jacqueline en Suzanne. Paul en Pierre zijn geen aanverwanten hoewel ze in de omgangstaal als zwagers worden aangeduid. De onverenigbaarheid geldt evenwel ook voor beide personen aangezien de personen van wie de echtgenoten verwant zijn tot en met de tweede graad, gelijktijdig geen lid mogen zijn van de gemeenteraad overeenkomstig artikel L1125-3 § 1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie.

Aanverwantschap die later tot stand komt onder de leden van de raad, heeft geen verval van hun mandaat als gevolg. Dit geldt niet voor het geval van huwelijk of van het wettelijk samenwonen in de leden van de raad (art. L1125-3, § 1).

Op te merken valt, dat de aanverwantschap geacht wordt op te houden bij overlijden van de persoon door wie zij tot stand is gekomen.

Betreffende de gevolgen van die onverenigbaarheid, heeft artikel L1125-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie een volgorde opgesteld :

- als het gaat om twee gewone raadsleden, wordt de voorkeur bepaald door de grootte van de quotiënten op grond waarvan de door die kandidaten verkregen zetels aan hun lijst zijn toegekend;

als het gaat om een gewoon raadslid en een opvolger, geldt het verbod om zitting te nemen alleen voor de opvolger, tenzij de plaats waarvoor hij in aanmerking komt, opengevallen is vóór de verkiezing van zijn bloedverwant, aanverwant of echtgenoot.

- In opvolgers die voor opengevallen plaatsen in aanmerking komen, wordt de voorrang allereerst bepaald naar tijdsorde van de vacatures.

De verkozenen die onder de in de leden 1 tot al. 4 bedoelde omstandigheden niet geïnstalleerd is, behoudt overeenkomstig artikel L1125-3, § 2, vierde lid (onverenigbaarheden door verwantschap) het recht om later de eed te mogen afleggen en wordt vervangen door de opvolger die in aanmerking komt op de lijst waarop hij verkozen werd.

Wanneer de onverenigbaarheid ophoudt, wordt laatstgenoemde als eerste opvolger gerangschikt.

2.3 Eedaflegging van de gemeenteraadsleden. Overeenkomstig artikel L1126-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie leggen de gemeenteraadsleden, de vertrouwenspersonen bedoeld in artikel L1122-8, de leden van het gemeentecollege vóór hun ambtsaanvaarding de volgende eed af : « Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk. ».

De eed wordt uitsluitend afgelegd in het Frans of het Duits, naargelang de gemeente gelegen is in het Franse of het Duitse taalgebied.

Deze eed wordt afgelegd in openbare vergadering. De gemeenteraadsleden leggen de eed af in handen van de voorzitter van de raad (cf. 2.1).

3. RANGORDE VAN DE GEMEENTERAADSLEDEN.

Artikel L1122-18 verwijst naar het huishoudelijk reglement voor de bepaling van de voorwaarde voor het opstellen van de tabel der rangorde van de gemeenteraadsleden. Het strekt evenwel tot aanbeveling een afzonderlijk besluit te treffen tot vaststelling van de tabel der rangorde om het huishoudelijk reglement niet te hoeven wijzigen.

4. INSTALLATIE VAN BURGEMEESTER EN SCHEPENEN

4.1 Principe : de aanneming van een meerderheidspact Het meerderheidspact is een belangrijk document dat onderkend wordt door de politieke fracties die een meerderheid zullen vormen in de gemeenteraad waaruit de samenstelling van het gemeentecollege zal kunnen voortvloeien.

Overeenkomstig artikel L1123-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie wordt (worden) het (de) pactontwerp(en) neergelegd in de handen van de gemeentesecretaris uiterlijk op de tweede maandag van de maand november volgend op de verkiezingen, d.i. 12 november 2012.

Het pactontwerp omvat de aanwijzing van de politieke fracties [2] die erbij betrokken zijn, de identiteit van de burgemeester, de schepenen alsmede die van degene die gepolst wordt als voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn indien de wetgeving die op hem van toepassing is in zijn aanwezigheid binnen het gemeentecollege voorziet. Het draagt personen van verschillend geslacht uit.

Het pactontwerp wordt ondertekend door het geheel van de erin vernoemde personen en door de meerderheid van de leden van elke politieke fractie waaronder minstens één lid wordt voorgedragen om deel te nemen aan het college (art. L11223-1 van het Wetboek).

Wanneer een fractie alleen uit twee leden bestaat, wordt het pactonwerp door minstens één van beide ondertekend.

De geldigheid van een pact dat onder bewarende titel ondertekend zou worden door één of meerdere plaatsvervangers wordt geenszins bedreigd. In dat geval zouden de handtekeningen van de plaatsvervangers onder de opschortende voorwaarde van de eedaflegging als volwaardig gemeenteraadslid gesteld moeten worden (schriftelijke vraag nr. 7 (2006-20077) 1 van 3 oktober 2006 van parlementslid CHERON).

Overigens belet niets dat de plaatsvervanger die de eed heeft afgelegd wegens de afstand van een verkozen gemeenteraadslid het pact ter vergadering ondertekent voor de aanneming ervan.

Het meerderheidspact wordt aangenomen bij meerderheid van de aanwezige leden van de raad uiterlijk binnen drie maanden na de geldigheidsdatum van de verkiezingen.

Indien geen meerderheidspact ingediend noch goedgekeurd is binnen drie maanden na de geldigverklaring van de verkiezingen, kan een Regeringscommissaris worden aangeduid. Hij handelt de lopende zaken rechtens het college af, dat deze opdracht krachtens artikel L1121-2 van het wetboek vervulde.

Het punt betreffende de aanneming van het meerderheidspact wordt geplaatst op de agenda van elke raad totdat het punt wordt goedgekeurd.

4.2 Aanwijzing van de burgemeester

Van rechtswege gekozen krachtens artikel L1123-4 van het Wetboek zijn de burgemeester, het raadslid met de Belgische nationaliteit dat de meeste voorkeurstemmen heeft verkregen op de lijst met de meeste stemmen onder de politieke fracties die betrokken zijn bij het meerderheidspact aangenomen overeenkomstig artikel L1123-4 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie. Bij gelijk stemmenaantal is de volgorde van voordracht op de lijst beslissend.

Indien het raadslid dat ertoe gebracht wordt het mandaat van burgemeester uit te oefenen of daarvan afziet of, onverminderd artikel L1123-14 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, als hij definitief moet ophouden met de uitoefening van deze functie, wordt van rechtswege tot burgemeester gekozen, het raadslid met de Belgische nationaliteit dat, na hem, binnen dezelfde politieke fractie, de meeste stemmen bij de laatste verkiezingen heeft verkregen enzovoorts.

Als alle raadsleden van de politieke fractie die partij is bij het meerderheidsakkoord en die de meeste voorkeurstemmen heeft verkregen bij de laatste verkiezingen, opgeven deze functie uit te oefenen, wordt tot burgemeester gekozen het raadslid dat de meeste voorkeurstemmen heeft verkregen in de politieke fractie, die partij is bij het meerderheidsakkoord en dat het tweede stemmental bij de laatste verkiezingen heeft verkregen.

Het raadslid dat bij de verkiezingen op één van de eerste drie plaatsen van de lijst der kandidaten bedoeld in artikel L4112-4 § 2 stond en dat ervan afziet de functie van burgemeester die hem toevertrouwd is, uit te oefenen of dat ervan afziet, nadat het die functie uitgeoefend heeft, mag geen lid zijn van het gemeentecollege tijdens de legislatuur.

4.3 Verificatie van de onverenigbaarheidsredenen Luidens artikel L1125-2, 2° van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie kunnen geen lid zijn van het gemeentecollege, de personeelsleden en beambten der fiscale besturen, in de gemeenten die tot hun werk- of ambtsgebied behoren, behoudens door de Regering toegestane afwijking.

Deze fiscale besturen zijn die welke instaan voor de grondslag, de omslag en de invordering van de belastingen en heffingen, of voor het beheer van het Staatsdomein, d.w.z.

- de Algemene Administratie van de belastingen;
- de Administratie van de Bijzondere Belastinginspectie;
- de Administratie der Directe Belastingen;
- de Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen;
- de Administratie van het Kadaster;
- de Administratie der Douane en Accijnzen;
- de Hypotheekbewaring.

Het commentaar van artikel L1125-3 van het wetboek over de gemeenteraadsliden (zie blz.7 van deze omzendbrief) geldt ook voor de leden van het gemeentecollege.

Ten slotte moet worden nagegaan of geen overeenigbaarheid overeenkomstig het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie de installatie van degene die gepolst wordt als voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in het college verhindert. Wat betreft deze laatste, worden de bij het wetboek en de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn uitgevaardigde onverenigbaarheidsredenen bij elkaar opgeteld aangezien hij in beide plaatselijke entiteiten op geldige wijze moet beraadslagen.

4.4 Voorzitterschap bij de installatievergadering - Eedaflegging

4.4.1. Beëdiging burgemeester

Er zijn twee hypothesen mogelijk :

- 1e hypothese : De uittredende burgemeester wordt als gemeenteraadslid herverkozen

De uittredende maar herverkozen burgemeester opent de vergadering van 3 december 2012 (het uittredend college zorgt voor continuïteit).

Na de geldigheid van de verkiezingen te hebben medegedeeld, de bevoegdheden van alle raadsleden te hebben nagekeken (onverenigbaarheden - verkiesbaarheidsvoorwaarden) en akte genomen te hebben van de eventuele afstanden, legt hij als eerste de eed af als gemeenteraadslid in de handen van de uittredende eerste schepen of de door de burgemeester afgevaardigde schepen, die al dan niet herverkozen is.

De herverkozen uittredende burgemeester neemt verder het voorzitterschap van de gemeenteraad waar. Vervolgens beëdigt hij de andere verkozen gemeenteraadsliden, tot de aanneming van het meerderheidspact.

Daarna wordt het meerderheidspact aangenomen :

o Als de herverkozen uittredende burgemeester opnieuw burgemeester wordt, legt hij de eed als burgemeester af voor de eerste schepen, al dan niet herverkozen.

o Als de herverkozen uittredende burgemeester niet de nieuwe burgemeester is, legt de nieuwe burgemeester (wiens identiteit in het meerderheidspact is vermeld) de eed als burgemeester af in de handen van de voorzitter van de Raad, namelijk de herverkozen uittredende burgemeester.

- 2e hypothese : De uittredende burgemeester wordt niet herverkozen

De uittredende maar herverkozen burgemeester opent de vergadering van 3 december 2012 (het uittredend college zorgt voor continuïteit).

Na de geldigheid van de verkiezingen te hebben medegedeeld, de bevoegdheden van alle raadsleden te hebben nagekeken (onverenigbaarheden - verkiesbaarheidsvoorwaarden) en akte genomen te hebben van de eventuele afstanden, beëdigt hij de herverkozen eerste schepen als gemeenteraadslid (respectievelijk de eerstvolgende schepen).

De herverkozen uittredende eerste schepen neemt het voorzitterschap waar en beëdigt de gemeenteraadsliden.

Daarna wordt het meerderheidspact aangenomen :

- Als de herverkozen uittredende eerste schepen de nieuwe burgemeester wordt, legt hij de eed als burgemeester af voor de tweede herverkozen uittredende schepen of met inachtneming van de volgorde;

- Als de nieuwe burgemeester een nieuwe verkozen is, legt hij de eed af in de handen van de voorzitter van de raad, namelijk de herverkozen uittredende eerste schepen.

4.4.2 Beëdiging schepenen

De eed die voorzien is voor de schepen valt niet samen met de eed die afgelegd wordt als gemeenteraadslid. Als schepen wordt de verkozen verzocht een nieuwe eed af te leggen in de handen van de burgemeester als raadsvoorzitter.

4.4.3. Beëdiging O.C.M.W.-voorzitter

In ieder geval kan de O.C.M.W.-voorzitter pas de eed afleggen als lid van het gemeenteraadslid vanaf de installatie in de raad voor maatschappelijk welzijn. Voor het overige zij verwezen naar de omzendbrief over de hernieuwing van de O.C.M.W.'s.

5. KOMEN-WAASTEN. Deze gemeente is onderworpen aan een bijzonder statuut voortvloeiend uit de zogenaamde pacificatiewet. Bijgevolg zijn de nieuwe principes die bij bovenvermeld decreet van 8 december 2005 in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie ingevoerd zijn, hier niet van toepassing (rechtstreekse verkiezing van de burgemeester, uitbreiding van het college met de voorzitter van de raad voor sociale actie, aanneming van een meerderheidspact). Ze valt verder onder de bepalingen van de nieuwe gemeentewet.

Krachtens artikel 77bis, § 2, van de gemeentekieswet wordt de bevoegdheid van het provinciecollege, in geval van geschil met betrekking tot de verkiezing van de gemeenteraadsliden van Komen-Waasten, uitgeoefend door het college van provinciegouverneurs bedoeld in artikel 131bis van de provinciewet.

Het tweede lid van artikel 14 van de nieuwe gemeentewet voorziet erin dat, wanneer in Komen-Waasten, bij de installatie van de gemeenteraad na een algehele vernieuwing geen burgemeester is benoemd, de gemeenteraad een schepen of een gemeenteraadslid aanwijst om, in afwachting van die benoeming, het ambt van burgemeester waar te nemen.

Ongeacht of de uittredende burgemeester al of niet herkozen is tot gemeenteraadslid, moet een waarnemend burgemeester aangeduid worden, wanneer de burgemeester nog niet benoemd is of de eed nog niet heeft afgelegd.

In dat geval wordt eerst de eed afgenomen van de nieuwe raadsleden en de rechtstreeks verkozen schepenen in handen van diegene die de installatievergadering dient voor te zitten, daarna pas gaat de juist geïnstalleerde raad over tot de aanwijzing van een schepen of raadslid om het ambt van burgemeester waar te nemen totdat de nieuwe burgemeester als zodanig de eed heeft afgelegd. De oproeping tot de installatievergadering vermeldt dat ook de aanwijzing van een waarnemend burgemeester overeenkomstig artikel 14, tweede lid van de nieuwe gemeentewet, op de agenda staat. De oproeping voor de installatievergadering meldt dat een plaatsvervanger wordt aangeduid overeenkomstig artikel 14, tweede lid, van de nieuwe gemeentewet.

Hoewel ze rechtstreekse verkozenen zijn leggen de schepenen van Komen-Waasten twee keer de eed af. De eed van raadslid wordt afgelegd bij de installatie van de betrokkene in deze hoedanigheid en de eedaflegging in de hoedanigheid van schepen gebeurt slechts na de installatie van de volledige gemeenteraad.

Bijkomende informatie en dringende mededelingen kunnen per fax gestuurd worden op het reeds vermelde nummer DGO5.

Direction de la Législation organique des Pouvoirs locaux

Avenue Bovesse 100, 5100 Namur (Jambes)

081-32 36 32

+ legislationorganique.pouvoirslocaux@spw.wallonie.be

Ê 081-32 32 38

Met de meeste hoogachting

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

[1] De anciënniteit wordt bepaald volgens de nadere regels van het huishoudelijk reglement.

[2] De politieke fractie bestaat uit het raadlid/de raadsleden verkozen op eenzelfde lijst bij de verkiezingen.